

CODE PÉNAL,

ÉDITION CONFORME

AU BULLETIN DES LOIS,

(N° 227 *bis*)

Et à laquelle sont joints les articles accessoires des autres Codes et Lois, et les dates des Décrets;

AVEC UNE

TABLE ALPHABÉTIQUE

ET ANALITIQUE

très-détaillée et très-circonstanciée.

A BRUXELLES,

Chez GAMBIER, Libraire et Marchand
de Papier, rue de la Madeleine, n° 416;

Et A GAND, même Maison, au Calanderberg, n° 563.

1810.

CODE PÉNAL.

(Décret du 12 Février 1810.)

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ARTICLE 1^{er}.

L'INFRACTION que les lois punissent des peines de police est une *contravention*.

L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un *délit*.

L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un *crime*.

2. Toute tentative de *crime* qui aura été manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur, est considérée comme le *crime* même.

3. Les tentatives de *délits* ne sont

considérées comme *délits* que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi.

4. Nulle contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis.

5. Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes *militaires*.

LIVRE PREMIER.

Des peines en matière criminelle et correctionnelle, et de leurs effets.

6. Les peines en matière criminelle sont ou afflictives et infamantes, ou seulement infamantes.

7. Les peines afflictives et infamantes sont :

1°. La mort;

2°. Les travaux forcés à perpétuité;

- 3^o. La déportation ;
- 4^o. Les travaux forcés à temps ;
- 5^o. La réclusion.

La marque et la confiscation générale peuvent être prononcées concurremment avec une peine afflictive, dans les cas déterminés par la loi.

8. Les peines infamantes sont :

- 1^o. Le carcan ;
- 2^o. Le bannissement ;
- 3^o. La dégradation civique.

9. Les peines en matière correctionnelle sont :

- 1^o. L'emprisonnement à temps dans un lieu de correction ;
- 2^o. L'interdiction à temps de certains droits civiques, civils ou de famille ;
- 3^o. L'amende.

10. La condamnation aux peines établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages et intérêts qui peuvent être dus aux parties.

11. Le renvoi sous la surveillance spéciale de la haute police, l'amende et la confiscation spéciale, soit du corps du délit quand la propriété en appar-

tient au condamné, soit des choses produites par le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le commettre, sont des peines communes aux matières criminelle et correctionnelle.

CHAPITRE PREMIER.

Des peines en matière criminelle.

12. Tout condamné à mort aura la tête tranchée.

13. Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution en chemise, nu-pieds, et la tête couverte d'un voile noir.

Il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation; il aura ensuite le poing droit coupé, et sera immédiatement exécuté à mort.

14. Les corps des suppliciés seront délivrés à leurs familles, si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil.

15. Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; ils traîneront à leurs pieds un boulet, ou seront attachés deux

à deux avec une chaîne, lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra.

16. Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés n'y seront employées que dans l'intérieur d'une maison de force.

17. La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par le Gouvernement, hors du territoire continental de l'Empire.

Si le déporté rentre sur le territoire de l'Empire il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire de l'Empire, mais qui sera saisi dans des pays occupés par les armées françaises, sera reconduit dans le lieu de sa déportation.

18. Les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emporteront mort civile.

Néanmoins le Gouvernement pourra accorder au déporté, dans le lieu de la déportation, l'exercice des droits civils, ou de quelques-uns de ces droits.

19. La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins, et vingt ans au plus.

20. Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité sera flétri, sur la place publique, par l'application d'une empreinte avec un fer brûlant sur l'épaule droite.

Les condamnés à d'autres peines ne subiront la flétrissure que dans les cas où la loi l'aurait attachée à la peine qui leur est infligée.

Cette empreinte sera des lettres T. P. pour les coupables condamnés aux travaux forcés à perpétuité; de la lettre T. pour les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, lorsqu'ils devront être flétris.

La lettre F. sera ajoutée dans l'empreinte, si le coupable est un faussaire.

21. Tout individu de l'un ou de l'autre sexe, condamné à la peine de la réclusion, sera renfermé dans une maison de force, et employé à des travaux dont le produit pourra être en partie appliqué à son profit, ainsi qu'il sera réglé par le Gouvernement.

La durée de cette peine sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus.

22. Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps, ou de la réclusion, avant de subir sa peine, sera attaché au carcan sur la place publique ; il y demeurera exposé aux regards du peuple durant une heure ; au-dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation.

23. La durée de la peine des travaux forcés à temps, et de la peine de la réclusion, se comptera du jour de l'exposition.

24. La condamnation à la peine du carcan sera exécutée de la manière prescrite par l'article 22.

25. Aucune condamnation ne pourra être exécutée les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches.

26. L'exécution se fera sur l'une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation.

27. Si une femme condamnée à mort se déclare, et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira la peine qu'après sa délivrance.

28. Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, du bannissement, de la réclusion ou du carcan, ne pourra jamais être juré, ni expert, ni être employé comme témoin dans les actes, ni déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignemens.

Il sera incapable de tutelle et de curatelle, si ce n'est de ses enfans, et sur l'avis seulement de sa famille.

Il sera déchu du droit de port d'armes et du droit de servir dans les armées de l'Empire.

29. Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps ou de la réclusion, sera de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens dans les formes prescrites pour la nomination des curateurs aux interdits.

30. Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le curateur lui rendra compte de son administration.

31. Pendant la durée de la peine il ne pourra lui être remis aucune somme,

aucune provision, aucune portion de ses revenus.

32. Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, par ordre du Gouvernement, hors du territoire de l'Empire.

La durée du bannissement sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus.

33. Si le banni, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire de l'Empire, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la peine de la déportation.

34. La dégradation civique consiste dans la destitution et l'exclusion du condamné de toutes fonctions ou emplois publics, et dans la privation de tous les droits énoncés en l'article 28.

35. La durée du bannissement se comptera du jour où l'arrêt sera devenu irrévocable.

36. Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou à temps, la déportation, la réclusion, la peine du carcan, le bannissement et la dégradation civique, seront imprimés par extrait.

Ils seront affichés dans la ville cen-

trale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution et dans celle du domicile du condamné.

37. La confiscation générale est l'attribution des biens d'un condamné au domaine de l'État.

Elle ne sera la suite nécessaire d'aucune condamnation; elle n'aura lieu que dans les cas où la loi la prononce expressément.

38. La confiscation générale demeure grevée de toutes les dettes légitimes, jusqu'à concurrence de la valeur des biens confisqués, de l'obligation de fournir aux enfans ou autres descendans une moitié de la portion dont le père n'aurait pu les priver.

De plus, la confiscation générale demeure grevée de la prestation des alimens à qui il en est dû de droit.

39. L'Empereur pourra disposer des biens confisqués en faveur soit des père, mère ou autres ascendans, soit de la veuve, soit des enfans ou autres descendans légitimes, naturels ou adoptifs, soit des autres parens du condamné.

CHAPITRE II.

Des peines en matière correctionnelle.

40. Quiconque aura été condamné à la peine d'emprisonnement sera renfermé dans une maison de correction; il y sera employé à l'un des travaux établis dans cette maison, selon son choix.

La durée de cette peine sera au moins de six jours, et de cinq années au plus; sauf les cas de récidive ou autres où la loi aura déterminé d'autres limites.

La peine à un jour d'emprisonnement est de vingt-quatre heures.

Celle à un mois est de trente jours.

41. Les produits du travail de chaque détenu pour délit correctionnel seront appliqués partie aux dépenses communes de la maison, partie à lui procurer quelques adoucissements s'il les mérite, partie à former pour lui, au temps de sa sortie, un fonds de réserve; le tout ainsi qu'il sera ordonné par des réglemens d'administration publique.

42. Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront dans certains cas interdire, en tout ou en partie,

l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivans :

1°. De vote et d'élection ;

2°. D'éligibilité ;

3°. D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ;

4°. De port d'armes ;

5°. De vote et de suffragé dans les délibérations de famille ;

6°. D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfans, et sur l'avis seulement de la famille ;

7°. D'être expert ou employé comme témoin dans les actes ;

8°. De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations.

43. Les tribunaux ne prononceront l'interdiction mentionnée dans l'article précédent que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi.

CHAPITRE III.

Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits.

44. L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'Etat sera de donner au Gouvernement, ainsi qu'à la partie intéressée, le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état, après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt ou le jugement. Toute personne pourra être admise à fournir cette caution.

Faute de fournir ce cautionnement, le condamné demeure à la disposition du Gouvernement, qui a le droit d'ordonner soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé de l'un des départemens de l'Empire.

45. En cas de désobéissance à cet ordre, le Gouvernement aura le droit de faire arrêter et détenir le condamné durant un intervalle de temps qui pourra

s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale.

46. Lorsque la personne mise sous la surveillance spéciale du Gouvernement, et ayant obtenu sa liberté sous caution, aura été condamnée par un arrêt ou jugement devenu irrévocable, pour un ou plusieurs crimes, ou pour un ou plusieurs délits commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement, les cautions seront contraintes, même par corps, au paiement des sommes portées dans cet acte.

Les sommes recouvrées seront affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou ces délits.

47. Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police de l'Etat.

48. Les coupables condamnés au bannissement seront de plein droit sous la même surveillance pendant un temps

égal à la durée de la peine qu'ils auront subie.

49. Devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

50. Hors les cas déterminés par les articles précédens, les condamnés ne seront placés sous la surveillance de la haute police de l'Etat que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis.

51. Quand il y aura lieu à restitution le coupable sera condamné en outre, envers la partie, à des indemnités dont la détermination est laissée à la justice de la cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans qu'elles puissent jamais être au-dessous du quart des restitutions, et sans que la cour ou le tribunal puisse, du consentement même de la partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque.

52. L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra

être poursuivie par la voie de la contrainte par corps.

53. Lorsque des amendes et des frais seront prononcés au profit de l'Etat, si, après l'expiration de la peine afflictive ou infamante, l'emprisonnement du condamné, pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires, a duré une année complète, il pourra, sur la preuve acquise par les voies de droit de son absolue insolvabilité, obtenir sa liberté provisoire.

La durée de l'emprisonnement sera réduite à six mois s'il s'agit d'un délit; sauf, dans tous les cas, à reprendre la contrainte par corps, s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité.

54. En cas de concurrence de l'amende ou de la confiscation avec les restitutions et les dommages-intérêts sur les biens insuffisans du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.

55. Tous les individus condamnés pour un même crime, ou pour un même délit, sont tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais.

CHAPITRE IV.

Des peines de la récidive pour crimes et délits.

56. Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime emportant la dégradation civique, sera condamné à la peine du carcan;

Si le second crime emporte la peine du carcan ou le bannissement, il sera condamné à la peine de la réclusion;

Si le second crime entraîne la peine de la réclusion, il sera condamné à la peine des travaux forcés à temps et à la marque;

Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à temps, ou la déportation, il sera condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité;

Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de mort.

57. Quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette

peine pourra être élevée jusqu'au double.

58. Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi, en cas de nouveau délit, condamnés au *maximum* de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double ; ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement pendant au moins cinq années, et dix ans au plus.



LIVRE II.

*Des personnes punissables ,
excusables ou responsables
pour crimes ou pour délits.*

(Décret du 13 Février 1810.)

CHAPITRE UNIQUE.

59. Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit , sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement.

60. Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre;

Ceux qui auront procuré des armes, des instrumens, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée, sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.

61. Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les

personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunions, seront punis comme leurs complices.

62. Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit.

63. Néanmoins, et à l'égard des recéleurs désignés dans l'article précédent, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, lorsqu'il y aura lieu, ne leur sera appliquée qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de ces trois genres; sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps.

64. Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.

65. Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi

déclare le fait excusable, ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse.

66. Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi *sans discernement*, il sera acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parens, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

67. S'il est décidé qu'il a agi *avec discernement*, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction;

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, ou de la réclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction pour un temps égal au tiers au moins, et à la moitié au plus de celui auquel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.

Dans tous ces cas il pourra être

mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant cinq ans au moins, et dix ans au plus.

S'il a encouru la peine du carcan ou du bannissement il sera condamné à être renfermé, d'un an à cinq, dans une maison de correction.

68. Dans aucun des cas prévus par l'article précédent, le condamné ne subira l'exposition publique.

69. Si le coupable n'a encouru qu'une peine correctionnelle, il pourra être condamné à telle peine correctionnelle qui sera jugée convenable, pourvu qu'elle soit au-dessous de la moitié de celle qu'il aurait subie s'il avait eu seize ans.

70. Les peines des travaux forcés à perpétuité, de la déportation et des travaux forcés à temps, ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante-dix ans accomplis au moment du jugement.

71. Ces peines seront remplacées, à leur égard, par celle de la réclusion, soit à perpétuité, soit à temps, et selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

72. Tout condamné à la peine des

travaux forcés à perpétuité ou à temps, dès qu'il aura atteint l'âge de soixante-dix ans accomplis, en sera relevé, et sera renfermé dans la maison de force pour tout le temps à expirer de sa peine, comme s'il n'eût été condamné qu'à la réclusion.

73. Les aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé plus de vingt-quatre heures quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable, sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 (1) du Code Napoléon.

74. Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les Cours et Tri-

(1) *Article 1952 du Code Napoléon.* — « Les aubergistes et hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le

bunaux devant qui ces affaires seront portées se conformeront aux dispositions du Code Napoléon, livre 3, titre 4, chapitre 2. (1)

« voyageur qui loge chez eux : le dépôt de ces
« sortes d'effets doit être regardé comme un dé-
« pôt nécessaire. » (*)

Art. 1953. « Ils sont responsables du vol ou
« du dommage des effets du voyageur, soit que
« le vol ait été causé par les domestiques et pré-
« posés de l'hôtellerie, ou par des étrangers al-
« lant et venant dans l'hôtellerie. »

(*) Comme dépôt nécessaire il entraîne contre eux la contrainte par corps. — *Art. 2060, n^o. 1, du Code Napoléon.*

(1) *Chapitre II, titre IV, livre III du Code Napoléon.*

Art. 1382. « Tout fait quelconque de l'homme
« qui cause à autrui un dommage, oblige celui
« par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Art. 1383. « Chacun est responsable du dom-
« mage qu'il a causé, non seulement par son
« fait, mais encore par sa négligence ou par
« son imprudence. »

Art. 1384. « On est responsable non seule-
« ment du dommage que l'on cause par son pro-
« pre fait, mais encore de celui qui est causé par

« le fait des personnes dont on doit répondre,
« ou des choses que l'on a sous sa garde.

« Le père, et la mère après le décès du mari,
« sont responsables du dommage causé par leurs
« enfans mineurs habitant avec eux;

« Les maîtres et les commettans, du dommage
« causé par leurs domestiques et préposés dans
« les fonctions auxquelles ils les ont employés;

« Les instituteurs et les artisans, du dommage
« causé par leurs élèves et apprentis pendant le
« temps qu'ils sont sous leur surveillance.

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins
« que les père et mère, instituteurs et artisans
« ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait
« qui donne lieu à cette responsabilité. »

Art. 1385. « Le propriétaire d'un animal, ou
« celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son
« usage, est responsable du dommage que l'ani-
« mal a causé, soit que l'animal fût sous sa
« garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. »

Art. 1386. « Le propriétaire d'un bâtiment
« est responsable du dommage causé par sa
« ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du
« défaut d'entretien ou par le vice de sa cons-
« truction. »

LIVRE III.

*Des crimes , des délits , et de
leur punition.*

(Décret du 15 février 1810.)

TITRE PREMIER.

*Crimes et délits contre la chose
publique.*

CHAPITRE PREMIER.

*Crimes et délits contre la sûreté de
l'Etat.*

SECTION I^{re}.

*Des crimes et délits contre la sûreté extérieure
de l'Etat.*

75. **TOUT** Français qui aura porté les
armes contre la France sera puni de
mort.

Ses biens seront confisqués.

76. Quiconque aura pratiqué des ma-
chinations ou entretenu des intelligences

avec les puissances étrangères ou leurs agens, pour les engager à commettre des hostilités ou entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.

Cette disposition aura lieu dans le cas même où lesdites machinations ou intelligences n'auraient pas été suivies d'hostilités.

77. Sera également puni de mort et de la confiscation de ses biens quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'Etat, à l'effet de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances de l'Empire français, ou de leur livrer des villes, forteresses, places, postes, ports, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtimens appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres, envers l'Empereur et l'Etat, soit de toute autre manière.

78. Si la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux qui auront entretenu cette correspondance seront punis du bannissement, sans préjudice de plus fortes peines, dans le cas où ces instructions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espionnage.

79. Les peines exprimées aux articles 76 et 77 seront les mêmes, soit que les machinations ou manœuvres énoncées en ces articles aient été commises envers la France, soit qu'elles l'aient été envers les alliés de la France, agissant contre l'ennemi commun.

80. Sera puni des peines exprimées en l'article 76 tout fonctionnaire public, tout agent du Gouvernement, ou toute autre personne qui, chargée ou instruite officiellement ou à raison de son état du secret d'une négociation ou d'une expédition, l'aura livré aux agens d'une puissance étrangère ou de l'ennemi.

81. Tout fonctionnaire public, tout agent, tout préposé du Gouvernement chargé, à raison de ses fonctions, du dépôt des plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, qui aura livré ces plans ou l'un de ces plans à l'ennemi ou aux agens de l'ennemi, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.

Il sera puni du bannissement s'il a livré ces plans aux agens d'une puissance étrangère, neutre ou alliée.

82. Toute autre personne qui, étant parvenue, par corruption, fraude ou violence, à soustraire lesdits plans, les aura livrés ou à l'ennemi ou aux agens d'une puissance étrangère, sera punie comme le fonctionnaire ou agent mentionné dans l'article précédent, et selon les distinctions qui y sont établies.

Si lesdits plans se trouvaient, sans le préalable emploi de mauvaises voies, entre les mains de la personne qui les a livrés, la peine sera, au premier cas mentionné dans l'article 81, la déportation;

Et au second cas du même article, un emprisonnement de deux à cinq ans.

83. Quiconque aura recélé ou aura fait receler les espions ou les soldats

ennemis envoyés à la découverte, et qu'il aura connus pour tels, sera condamné à la peine de mort.

84. Quiconque aura, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, exposé l'Etat à une déclaration de guerre, sera puni du bannissement; et si la guerre s'en est suivie, de la déportation.

85. Quiconque aura, par des actes non approuvés par le Gouvernement, exposé des Français à éprouver des représailles, sera puni du bannissement.

SECTION II.

Des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat.

§ 1^{er}.

Des attentats et complots dirigés contre l'Empereur et sa famille.

86. L'attentat ou complot contre la vie ou contre la personne de l'Empereur est crime de lèse-majesté; ce crime est puni comme parricide, et emporte de plus la confiscation des biens.

87. L'attentat ou le complot contre la vie ou la personne des membres de la famille impériale;

L'attentat ou le complot dont le but sera ,

Soit de détruire ou de changer le Gouvernement , ou l'ordre de succésibilité au trône ,

Soit d'exciter les citoyens ou les habitans à s'armer contre l'autorité impériale ,

Seront punis de la peine de mort et de la confiscation des biens.

88. Il y a attentat dès qu'un acte est commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes , quoiqu'ils n'aient pas été consommés.

89. Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux conspirateurs ou un plus grand nombre , quoiqu'il n'y ait pas eu d'attentat.

90. S'il n'y a pas eu de complot arrêté , mais une proposition faite et non agréée d'en former un pour arriver au crime mentionné dans l'article 86 , celui qui aura fait une telle proposition sera puni de la réclusion.

L'auteur de toute proposition non agréée , tendante à l'un des crimes énoncés dans l'article 87 , sera puni du bannissement.

§ II.

Des crimes tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics.

91. L'attentat ou le complot dont le but sera soit d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitans à s'armer les uns contre les autres,

Soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes,

Seront punis de la peine de mort, et les biens des coupables seront confisqués.

92. Seront punis de mort et de la confiscation de leurs biens ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats, ou leur auront fourni ou procuré des armes ou munitions, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime.

93. Ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un corps d'armée, d'une troupe, d'une flotte, d'une escadre, d'un bâtiment de

guerre, d'une place forte, d'un poste, d'un port, d'une ville ;

Ceux qui auront retenu, contre l'ordre du Gouvernement, un commandement militaire quelconque ;

Les commandans qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée après que le licenciement ou la séparation en auront été ordonnés,

Seront punis de la peine de mort, et leurs biens seront confisqués.

94. Toute personne qui, pouva disposer de la force publique, en aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi, contre la levée des gens de guerre légalement établie, sera punie de la déportation.

Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet le coupable sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.

95. Tout individu qui aura incendié ou détruit, par l'explosion d'une mine, des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux, ou autres propriétés appartenant à l'État, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.

96. Quiconque, soit pour envahir des domaines, propriétés ou deniers publics,

places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux ou bâtimens appartenant à l'État, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit enfin pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y aura exercé une fonction ou commandement quelconque, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes, ou leur auront, sciemment et volontairement, fourni ou procuré des armes, munitions et instrumens de crime, ou envoyé des convois de subsistances, ou qui auront de toute autre manière pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandans des bandes.

97. Dans le cas où l'un ou plusieurs des crimes mentionnés aux articles 86, 87 et 91 auront été exécutés ou simplement tentés par une bande, la peine de mort avec confiscation des biens sera

appliquée, sans distinction de grades, à tous les individus faisant partie de la bande, et qui auront été saisis sur le lieu de la réunion séditieuse.

Sera puni des mêmes peines, quoique non saisi sur le lieu, quiconque aura dirigé la sédition, ou aura exercé dans la bande un emploi ou commandement quelconque.

98. Hors le cas où la réunion séditieuse aurait eu pour objet ou résultat l'un ou plusieurs des crimes énoncés aux articles 86, 87 et 91, les individus faisant partie des bandes dont il est parlé ci-dessus, sans y exercer aucun commandement ni emploi, et qui auront été saisis sur les lieux, seront punis de la déportation.

99. Ceux qui, connaissant le but et le caractère desdites bandes, leur auront sans contrainte fourni des logemens, lieux de retraite ou de réunions, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps.

100. Il ne sera prononcé aucune peine pour le fait de sédition contre ceux qui, ayant fait partie de ces bandes sans y exercer aucun commandement, et sans y remplir aucun emploi ni fonction,

tion, se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils n'auront été saisis que hors des lieux de la réunion séditieuse, sans opposer de résistance et sans armes.

Ils ne seront punis, dans ce cas, que des crimes particuliers qu'ils auraient personnellement commis; et néanmoins ils pourront être renvoyés, pour cinq ans, ou au plus jusqu'à dix, sous la surveillance spéciale de la haute police.

101. Sont compris dans le mot *armes* toutes machines, tous instrumens ou ustensiles tranchans, perçans ou contondans.

Les couteaux et ciseaux de poche, les cannes simples ne seront réputés armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper.

Disposition commune aux deux paragraphes de la présente section.

102. Seront punis comme coupables des crimes et complots mentionnés dans la présente section tous ceux qui, soit par discours tenus dans des lieux ou réunions publics, soit par placards affichés, soit par des écrits imprimés, au-

ront excité directement les citoyens ou habitans à les commettre.

Néanmoins, dans le cas où lesdites provocations n'auraient été suivies d'aucun effet, leurs auteurs seront simplement punis du bannissement.

SECTION III.

De la révélation et de la non révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

103. Toutes personnes qui, ayant eu connaissance de complots formés ou de crimes projetés contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, n'auront pas fait la déclaration de ces complots ou crimes, et n'auront pas révélé au Gouvernement ou aux autorités administratives ou de police judiciaire les circonstances qui en seront venues à leur connaissance, le tout dans les vingt-quatre heures qui auront suivi ladite connaissance, seront, lors même qu'elles seraient reconnues exemptes de toute complicité; punies, pour le seul fait de non révélation, de la manière et selon les distinctions qui suivent.

104. S'il s'agit du crime de lèse-majesté, tout individu qui, au cas de

l'article précédent, n'aura point fait les déclarations qui y sont prescrites, sera puni de la réclusion.

105. A l'égard des autres crimes ou complots mentionnés au présent chapitre, toute personne qui, en étant instruite, n'aura pas fait les déclarations prescrites par l'art. 103, sera punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs.

106. Celui qui aura eu connaissance desdits crimes ou complots non révélés ne sera point admis à excuse sur le fondement qu'il ne les aurait point approuvés, ou même qu'il s'y serait opposé et aurait cherché à en dissuader leurs auteurs.

107. Néanmoins, si l'auteur du complot ou crime est époux, même divorcé, ascendant ou descendant, frère ou sœur, ou allié aux mêmes degrés, de la personne prévenue de réticence, celle-ci ne sera point sujete aux peines portées par les articles précédens, mais elle pourra être mise, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant un temps qui n'excédera point dix ans.

108. Seront exemptés des peines pro-

noncées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toutes poursuites commencées, auront les premiers donné, aux autorités mentionnées en l'article 103, connaissance de ces complots ou crimes, et de leurs auteurs ou complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices.

Les coupables qui auront donné ces connaissances, ou procuré ces arrestations, pourront néanmoins être condamnés à rester pour la vie ou à temps sous la surveillance spéciale de la haute police.

CHAPITRE II.

Crimes et délits contre les constitutions de l'Empire.

SECTION I^{re}.

Crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civiques.

109. Lorsque, par attroupement,

voies de fait ou menaces , on aura empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques , chacun des coupables sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus , et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligible pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

110. Si ce crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté soit dans tout l'Empire , soit dans un ou plusieurs départemens , soit dans un ou plusieurs arrondissemens communaux , la peine sera le bannissement.

111. Tout citoyen qui , étant chargé dans un scrutin du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens , sera surpris falsifiant ces billets ou en soustrayant de la masse , ou y en ajoutant , ou inscrivant sur les billets des votans non lettrés des noms autres que ceux qui lui auraient été déclarés , sera puni de la peine du carcan.

112. Toutes autres personnes coupables des faits énoncés dans l'article précédent seront punies d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus , et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligibles

pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

113. Tout citoyen qui aura , dans les élections , acheté ou vendu un suffrage à un prix quelconque , sera puni d'interdiction des droits de citoyen et de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Seront en outre, le vendeur et l'acheteur du suffrage , condamnés chacun à une amende double de la valeur des choses reçues ou promises.

SECTION II.

Attentats à la liberté.

114. Lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du Gouvernement aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire et attentatoire soit à la liberté individuelle , soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens , soit aux Constitutions de l'Empire , il sera condamné à la peine de la dégradation civique.

Si néanmoins il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs , pour des objets du ressort de ceux-ci , et sur lesquels il

leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre,

115. Si c'est un ministre qui a ordonné ou fait les actes, ou l'un des actes mentionnés en l'article précédent, et si, après les invitations mentionnées dans les articles 63 et 67 du sénatus-consulte du 28 floréal an 12, (1) il a refusé ou né-

(1) *Art. 63 du Sénatus-Consulte du 28 floréal an 12.* « Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, la personne détenue n'est pas mise en liberté ou renvoyée devant les tribunaux ordinaires, la Commission (Sénatoriale de la liberté individuelle) demande une Assemblée du Sénat, qui est convoquée par le président, et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante :

« *Il y a de fortes présomptions que N. est détenu arbitrairement.*

« On procède ensuite, conformément aux dispositions de l'article 112, titre 13, de la Haute Cour impériale. »

Art. 67. « Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, les empêchemens subsistent, la Commission (Sénatoriale de la Liberté de la Presse) demande

gligé de faire réparer ces actes dans les délais fixés par l'édit sénatus-consulte, il sera puni du bannissement.

116. Si les ministres prévenus d'avoir ordonné ou autorisé l'acte contraire aux Constitutions prétendent que la signature à eux imputée leur a été surprise, ils seront tenus, en faisant cesser l'acte, de dénoncer celui qu'ils déclareront auteur de la surprise; sinon ils seront poursuivis personnellement.

117. Les dommages-intérêts qui pourraient être prononcés à raison des attentats exprimés dans l'article 114 seront demandés, soit sur la poursuite crimi-

« une assemblée du Sénat, qui est convoquée par le président, et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante :

« *Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée.*

« On procède ensuite, conformément à la disposition de l'article 112, (*) titre 13, de la Haute Cour impériale. »

(*) Le Corps Législatif dénonce pareillement les ministres ou agens de l'autorité, lorsqu'il y a eu, de la part du Sénat, déclaration de fortes présomptions de détention arbitraire ou de violation de la liberté de la presse. » Art. 112.

nelle, soit par la voie civile, et seront réglés eu égard aux personnes, aux circonstances et au préjudice souffert, sans qu'en aucun cas, et quel que soit l'individu lésé, lesdits dommages-intérêts puissent être au-dessous de vingt-cinq fr. pour chaque jour de détention illégale et arbitraire, et pour chaque individu.

118. Si l'acte contraire aux Constitutions a été fait d'après une fausse signature du nom d'un ministre ou d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux et ceux qui en auront sciemment fait usage seront punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ce cas.

119. Les fonctionnaires publics chargés de la police administrative ou judiciaire qui auront refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires, soit dans les maisons destinées à la garde des détenus, soit partout ailleurs, et qui ne justifieront pas les avoir dénoncées à l'autorité supérieure, seront punis de la dégradation civique, et tenus des dommages-intérêts, lesquels seront réglés comme il est dit dans l'article 117.

120. Les gardiens et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, qui auront reçu un prisonnier sans mandat ou jugement, ou sans ordre provisoire du Gouvernement; ceux qui l'auront retenu ou auront refusé de le représenter à l'officier de police ou au porteur de ses ordres, sans justifier de la défense du procureur impérial ou du juge; ceux qui auront refusé d'exhiber leurs registres à l'officier de police, seront, comme coupables de détention arbitraire, punis de six mois à deux ans d'emprisonnement, et d'une amende de seize francs à deux cents fr.

121. Seront, comme coupables de forfaiture, punis de la dégradation civique tout officier de police judiciaire, tous procureurs généraux ou impériaux, tous substituts, tous juges qui auront provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle ou accusation soit d'un ministre, soit d'un membre du Sénat, du Conseil d'État ou du Corps Législatif, sans les autorisations prescrites par les constitutions, (1) ou qui,

(1) *Art. 70 de l'acte des Constitutions du*

hors les cas de flagrant délit ou de clameur publique, auront, sans les mêmes autorisations, donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter un ou plusieurs ministres, ou membres du Sénat, du Conseil d'État ou du Corps Législatif.

122. Seront aussi punis de la dégradation civique les procureurs généraux ou impériaux, leurs substituts, les juges ou les officiers publics qui auront retenu ou fait retenir un individu hors des lieux déterminés par le Gouvernement ou par l'administration publique, ou qui auront traduit un citoyen devant une cour d'assises ou une cour spéciale, sans qu'il ait

22 frimaire an 8. « Les délits personnels emportant peine afflictive ou infamante, commis par un membre soit du Sénat, soit du Corps Législatif, soit du Conseil d'État, sont poursuivis devant les tribunaux ordinaires, après qu'une délibération du corps auquel le prévenu appartient a autorisé cette poursuite. »

Art. 71. « Les ministres prévenus de délits privés emportant peine afflictive ou infamante sont considérés comme membres du Conseil d'État. »

été préalablement mis légalement en accusation.

SECTION III.

Coalition des fonctionnaires.

123. Tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus contre chaque coupable, qui pourra de plus être condamné à l'interdiction des droits civiques et de tout emploi public pendant dix ans au plus.

124. Si, par l'un des moyens exprimés ci-dessus, il a été concerté des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du Gouvernement, la peine sera le bannissement.

Si ce concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui en seront les auteurs ou provocateurs seront punis de la déportation; les autres coupables seront bannis.

125. Dans le cas où ce concert aurait eu pour objet ou résultat un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'Etat, les coupables seront punis de mort, et leurs biens seront confisqués.

126. Seront coupables de forfaiture, et punis de la dégradation civique,

Les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque.

SECTION IV.

Empiètemens des autorités administratives et judiciaires.

127. Seront coupables de forfaiture, et punis de la dégradation civique,

1°. Les juges, les procureurs généraux ou impériaux, ou leurs substituts, les officiers de police qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des réglemens contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou en suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en dé-

libérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutées ;

2°. Les juges , les procureurs généraux ou impériaux , ou leurs substituts , les officiers de police judiciaire qui auraient excédé leur pouvoir en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives , soit en faisant des réglemens sur ces matières , soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration , ou qui , ayant permis ou ordonné de citer des administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions , auraient persisté dans l'exécution de leurs jugemens ou ordonnances , nonobstant l'annulation qui en aurait été prononcée , ou le conflit qui leur aurait été notifié.

128. Les juges qui , sur la revendication formellement faite par l'autorité administrative d'une affaire portée devant eux , auront néanmoins procédé au jugement avant la décision de l'autorité supérieure , seront punis chacun d'une amende de seize francs au moins et de cent cinquante francs au plus.

Les officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné

des conclusions pour ledit jugement, seront punis de la même peine.

129. La peine sera d'une amende de cent francs au moins et de cinq cents francs au plus contre chacun des juges qui, après une réclamation légale des parties intéressées ou de l'autorité administrative, auront, sans autorisation du Gouvernement, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre ses agens ou préposés prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

La même peine sera appliquée aux officiers du ministère public ou de police qui auront requis lesdites ordonnances ou mandats.

130. Les préfets, sous-préfets, maires et autres administrateurs qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n°. 1^{er} de l'art. 127, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimider des ordres ou des défenses quelconques à des cours ou tribunaux, seront punis de la dégradation civique.

131. Lorsque ces administrateurs entreprendront sur les fonctions judiciaires, en s'ingérant de connaître de droits et

intérêts privés, du ressort des tribunaux, et qu'après la réclamation des parties ou de l'une d'elles ils auront néanmoins décidé l'affaire avant que l'autorité supérieure ait prononcé, ils seront punis d'une amende de seize francs au moins et de cent cinquante francs au plus.

CHAPITRE III.

Crimes et délits contre la paix publique.

(Décret du 16 février 1810.)

SECTION I^{re}.

Du faux.

§ 1^{er}.

Fausse monnaie.

132. Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.

133. Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou

participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

134. Tout individu qui aura, en France, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps.

135. La participation énoncée aux précédens articles ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites ou altérées, les ont remises en circulation.

Toutefois celui qui aura fait usage desdites pièces après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende triple au moins et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse en aucun cas être inférieure à seize francs.

136. Ceux qui auront eu connaissance d'une fabrique ou d'un dépôt de monnaies d'or, d'argent, de billon ou cuivre ayant cours légal en France,

contrefaites ou altérées, et qui n'auront pas dans les vingt-quatre heures révélé ce qu'ils savent aux autorités administratives ou de police judiciaire, seront, pour le seul fait de non révélation, et lors même qu'ils seraient reconnus exempts de toute complicité, punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

137. Sont néanmoins exceptés de la disposition précédente les ascendans et descendans, époux même divorcés, et les frères et sœurs des coupables, ou les alliés de ceux-ci aux mêmes degrés.

138. Les personnes coupables des crimes mentionnés aux articles 132 et 133 seront exemptes de peines, si, avant la consommation de ces crimes et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles pourront néanmoins être mises pour la vie ou à temps sous la surveillance spéciale de la haute police.

§ II.

Contrefaçon des sceaux de l'Etat, des billets de banque, des effets publics, et des poinçons, timbres et marques.

139. Ceux qui auront contrefait le sceau de l'Etat, ou fait usage du sceau contrefait ;

Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des effets émis par le trésor public avec son timbre, soit des billets de banques autorisées par la loi, ou qui auront fait usage de ces effets et billets contrefaits ou falsifiés, ou qui les auront introduits dans l'enceinte du territoire français,

Seront punis de mort, et leurs biens seront confisqués.

140. Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit les marteaux de l'Etat servant aux marques forestières, soit le poinçon ou les poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent, ou qui auront fait usage des papiers, effets, timbres, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits, seront punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ce cas.

141. Sera puni de la réclusion quiconque, s'étant induement procuré les vrais timbres, marteaux ou poinçons ayant l'une des destinations exprimées en l'article 140, en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat.

142. Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées au nom du Gouvernement sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques;

Ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque ou d'un établissement particulier de banque ou de commerce, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits,

Seront punis de la réclusion.

143. Sera puni du carcan quiconque, s'étant induement procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'article 142, en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, d'une autorité quelconque, ou même d'un établissement particulier.

144. Les dispositions des articles 136, 137 et 138 sont applicables aux crimes mentionnés dans l'article 139.

§ III.

Des faux en écritures publiques ou authentiques, et de commerce ou de banque.

145. Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux,

Soit par fausses signatures,

Soit par altération des actes, écritures ou signatures,

Soit par supposition de personnes,

Soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics depuis leur confection ou clôture,

Sera puni des travaux forcés à perpétuité.

146. Sera aussi puni des travaux forcés à perpétuité tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en aura frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais

des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas.

147. Seront punies des travaux forcés à temps toutes autres personnes qui auront commis un faux en écriture authentique et publique, ou en écriture de commerce ou de banque,

Soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures ;

Soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans ces actes ;

Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater.

148. Dans tous les cas exprimés au présent paragraphe, celui qui aura fait usage des actes faux sera puni des travaux forcés à temps.

149. Sont exceptés des dispositions ci-dessus les faux commis dans les passeports et feuilles de route, sur lesquels il sera particulièrement statué ci-après.

§ IV.

Du faux en écriture privée.

150. Tout individu qui aura, de l'une

des manières exprimées en l'article 147, commis un faux en écriture privée, sera puni de la réclusion.

151. Sera puni de la même peine celui qui aura fait usage de la pièce fausse.

152. Sont exceptés des dispositions ci-dessus les faux certificats de l'espèce dont il sera ci-après parlé.

§ v.

Des faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats.

153. Quiconque fabriquera un faux passeport ou falsifiera un passeport originairement véritable, ou fera usage d'un passeport fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq années au plus.

154. Quiconque prendra, dans un passeport, un nom supposé, ou aura concouru comme témoin à faire délivrer le passeport sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Les logeurs et aubergistes qui sciemment inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, seront punis d'un em-

prisonnement de six jours au moins et d'un mois au plus.

155. Les officiers publics qui délivreront un passeport à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Si l'officier public, instruit de la supposition du nom, a néanmoins délivré le passeport sous le nom supposé, il sera puni du bannissement.

156. Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, ou falsifiera une feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, sera puni, savoir :

D'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus, si la fausse feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique;

Du bannissement, si le trésor public a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins au-dessous de cent francs;

Et de la réclusion, si les sommes indue-
ment reçues par le porteur de la feuille
s'élèvent à cent francs ou au-delà.

157. Les peines portées en l'article
précédent seront appliquées, selon les
distinctions qui y sont posées, à toute
personne qui se sera fait délivrer, par
l'officier public, une feuille de route sous
un nom supposé.

158. Si l'officier public était instruit
de la supposition de nom lorsqu'il a dé-
livré la feuille, il sera puni, savoir :

Dans le premier cas posé par l'art. 156,
du bannissement ;

Dans le second cas du même article,
de la réclusion ;

Et dans le troisième cas, des travaux
forcés à temps.

159. Toute personne qui, pour se
rédimer elle-même ou en affranchir une
autre d'un service public quelconque,
fabriquera, sous le nom d'un médecin,
chirurgien ou autre officier de santé, un
certificat de maladie ou d'infirmité, sera
punie d'un emprisonnement de deux à
cinq ans.

160. Tout médecin, chirurgien ou
autre officier de santé qui, pour favoriser
quelqu'un, certifiera faussement des ma-

ladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

S'il y a été mu par dons ou promesses, il sera puni du bannissement : les corrupteurs seront, en ce cas, punis de la même peine.

161. Quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du Gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

La même peine sera appliquée, 1^o à celui qui falsifiera un certificat de cette espèce, originairement véritable, pour l'approprier à une personne autre que celle à laquelle il a été primitivement délivré ; 2^o à tout individu qui se sera servi du certificat ainsi fabriqué ou falsifié.

162. Les faux certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le trésor public, seront punis, selon qu'il y aura lieu, d'après les

dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente section.

Dispositions communes.

163. L'application des peines portées contre ceux qui ont fait usage de monnaies, billets, sceaux, timbres, marteaux, poinçons, marques et écrits faux, contrefaits, fabriqués ou falsifiés, cessera toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de chose fausse.

164. Dans tous les cas où la peine de faux n'est point accompagnée de la confiscation des biens, il sera prononcé contre les coupables une amende dont le *maximum* pourra être porté jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse. Le *minimum* de cette amende ne pourra être inférieur à cent francs.

165. La marque sera infligée à tout faussaire condamné soit aux travaux forcés à temps, soit même à la réclusion.

SECTION II.

De la forfaiture et des crimes et délits des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions.

166. Tout crime commis par un fonctionnaire public dans ses fonctions est une forfaiture.

167. Toute forfaiture pour laquelle la loi ne prononce pas de peines plus graves, est punie de la dégradation civique.

168. Les simples délits ne constituent pas les fonctionnaires en forfaiture.

§ 1^{er}.

Des soustractions commises par les dépositaires publics.

169. Tout percepteur, tout commis à une perception, dépositaire ou comptable public, qui aura détourné ou soustrait des deniers publics ou privés, ou effets actifs en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps, si les choses détournées ou

soustraites sont d'une valeur au-dessus de trois mille francs.

170. La peine des travaux forcés à temps aura lieu également, quelle que soit la valeur des deniers ou des effets détournés ou soustraits, si cette valeur égale ou excède soit le tiers de la recette ou du dépôt, s'il s'agit de deniers ou effets une fois reçus ou déposés; soit le cautionnement, s'il s'agit d'une recette ou d'un dépôt attaché à une place sujette à cautionnement; soit enfin le tiers du produit commun de la recette pendant un mois, s'il s'agit d'une recette composée de rentrées successives et non sujette à cautionnement.

171. Si les valeurs détournées ou soustraites sont au-dessous de trois mille fr., et en outre inférieures aux mesures exprimées en l'article précédent, la peine sera un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et le condamné sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique.

172. Dans les cas exprimés aux trois articles précédens, il sera toujours prononcé contre le condamné une amende dont le *maximum* sera le quart des resti-

tutions et indemnités, et le *minimum* le douzième.

173. Tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public qui aura détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui auront été remis ou communiqués à raison de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps.

Tous agens, préposés ou commis, soit du Gouvernement, soit des dépositaires publics, qui se seront rendus coupables des mêmes soustractions, seront soumis à la même peine.

§ II.

Des concussions commises par des fonctionnaires publics.

174. Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou recevant

ce qu'ils savaient n'être pas dû, ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitemens, seront punis, savoir, les fonctionnaires ou les officiers publics, de la peine de la réclusion, et leurs commis ou préposés, d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus.

Les coupables seront de plus condamnés à une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le *minimum* le douzième.

§ III.

Des délits de fonctionnaires qui se seront ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité.

175. Tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du Gouvernement qui, soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par interposition de personnes, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a ou avait au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, sera puni d'un emprisonne-

ment de six mois au moins et de deux ans au plus, et sera condamné à une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des indemnités, ni être au-dessous du douzième.

Il sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire ou agent du Gouvernement qui aura pris un intérêt quelconque dans une affaire dont il était chargé d'ordonner le paiement ou de faire la liquidation.

176. Tout commandant des divisions militaires, des départemens ou des places et villes, tout préfet ou sous-préfet qui aura, dans l'étendue des lieux où il a droit d'exercer son autorité, fait ouvertement, ou par des actes simulés, ou par interposition de personnes, le commerce des grains, grenailles, farines, substances farineuses, vins ou boissons, autres que ceux provenant de ses propriétés, sera puni d'une amende de cinq cents francs au moins, de dix mille francs au plus, et de la confiscation des denrées appartenant à ce commerce.

§ IV.

De la corruption des fonctionnaires publics.

177. Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présens pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni du carcan, et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à deux cents francs.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présens reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entrerait dans l'ordre de ses devoirs.

178. Dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle du carcan, cette peine plus forte sera appliquée aux coupables.

179. Quiconque aura contraint ou

tenté de contraindre par voies de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présens, un fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité exprimée en l'art. 177, pour obtenir soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité; soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques; soit enfin tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, sera puni des mêmes peines que le fonctionnaire, agent ou préposé corrompu.

Toutefois si les tentatives de contrainte ou corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent à trois cents francs.

180. Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur; elles seront confisquées au profit des hospices des lieux où la corruption aura été commise.

181. Si c'est un juge prononçant en matière criminelle, ou un juré qui s'est

laissé corrompre, soit en faveur, soit au préjudice de l'accusé, il sera puni de la réclusion, outre l'amende ordonnée par l'art. 177.

182. Si, par l'effet de la corruption, il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la réclusion, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au juge ou juré coupable de corruption.

183. Tout juge ou administrateur qui se sera décidé par faveur pour une partie ou par inimitié contre elle, sera coupable de forfaiture et puni de la dégradation civique.

§ v.

Des abus d'autorité.

1^{re} CLASSE.

Des abus d'autorité contre les particuliers.

184. Tout juge, tout procureur général ou impérial, tout substitut, tout administrateur ou tout autre officier de justice ou de police qui se sera introduit dans le domicile d'un citoyen hors les cas prévus par la loi, et sans les for-

malités qu'elle a prescrites, sera puni d'une amende de seize francs au moins et de deux cents francs au plus.

185. Tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni après avertissement ou injonction de ses supérieurs, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de deux cents francs au moins et de cinq cents francs au plus, et de l'interdiction de l'exercice des fonctions publiques depuis cinq ans jusqu'à vingt.

186. Lorsqu'un fonctionnaire ou un officier public, un administrateur, un agent ou un préposé du Gouvernement ou de la police, un exécuteur des mandats de justice ou jugemens, un commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violence envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ses violences, et en

élevant la peine suivant la règle posée par l'article 198 ci-après.

187. Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de seize francs à trois cents francs. Le coupable sera de plus interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

II^e CLASSE.

Des abus d'autorité contre la chose publique.

188. Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement, de quelque état et grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi ou contre la perception d'une contribution légale, ou contre l'exécution soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané de l'autorité légitime, sera puni de la réclusion.

189. Si cette réquisition ou cet ordre

ont été suivis de leur effet, la peine sera la déportation.

190. Les peines énoncées aux articles 188 et 189 ne cesseront d'être applicables aux fonctionnaires ou préposés qui auraient agi par ordre de leurs supérieurs, qu'autant que cet ordre aura été donné par ceux-ci pour des objets de leur ressort, et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique; dans ce cas les peines portées ci-dessus ne seront appliquées qu'aux supérieurs qui les premiers auront donné cet ordre.

191. Si, par suite desdits ordres ou réquisitions, il survient d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles exprimées aux articles 188 et 189, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agens ou préposés coupables d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions.

§ VI.

De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.

192. Les officiers de l'état civil qui auront inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes (1) seront punis d'un

(1) Voyez l'article 52 du Code Napoléon.

emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

193. Lorsque, pour la validité d'un mariage, la loi prescrit le consentement des pères, mères, ou autres personnes, et que l'officier de l'état civil ne s'est point assuré de l'existence de ce consentement, (1) il sera puni d'une amende de seize francs à trois cents francs, et d'un emprisonnement de six mois au moins et d'un an au plus.

194. L'officier de l'état civil sera aussi puni de seize francs à trois cents francs d'amende lorsqu'il aura reçu, avant le terme prescrit par l'art. 228 du Code Napoléon, l'acte de mariage d'une femme ayant déjà été mariée.

195. Les peines portées aux articles précédens contre les officiers de l'état civil leur seront appliquées, lors même que la nullité de leurs actes n'aurait pas été demandée ou aurait été couverte; le tout sans préjudice des peines plus fortes prononcées en cas de collusion, et sans préjudice aussi des autres dispositions

(1) Voyez l'article 156 du Code Napoléon.

pénales du titre V du livre 1^{er} du Code Napoléon. (1)

§ VII.

De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.

196. Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions sans avoir prêté le serment, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de seize francs à cent cinquante francs.

197. Tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, qui, après en avoir eu la connaissance officielle, aura continué l'exercice de ses fonctions, ou qui, étant électif ou temporaire, les aura exercées après avoir été remplacé, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs ; il sera interdit de l'exercice de toute fonction publique pour cinq ans au moins et dix au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine : le tout sans préjudice des plus fortes peines portées contre

(1) Voyez les articles 157 et 193 du Code Napoléon.

les officiers ou les commandans militaires par l'art. 93 du présent Code.

Disposition particulière.

198. Hors les cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui auront participé à d'autres crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer seront punis comme il suit :

S'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils subiront toujours le *maximum* de la peine attachée à l'espèce de délit ;

Et s'il s'agit de crimes emportant peine afflictive, ils seront condamnés, savoir :

A la réclusion, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou du carcan ;

Aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la réclusion ;

Et aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le crime emportera contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps.

Au-delà des cas qui viennent d'être

exprimés la peine commune sera appliquée sans aggravation.

SECTION III.

Des troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

§ 1^{er}.

Des contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes.

199. Tout ministre d'un culte qui procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, sera, pour la première fois, puni d'une amende de seize francs à cent francs.

200. En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre de culte qui les aura commises sera puni, savoir :

Pour la première récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans ;

Et pour la seconde, de la déportation.

§ II.

Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours pastoral prononcé publiquement.

201. Les ministres des cultes qui

prononceront dans l'exercice de leur ministère, et en assemblée publique, un discours contenant la critique ou censure du Gouvernement, d'une loi, d'un décret impérial, ou de tout autre acte de l'autorité publique, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

202. Si le discours contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui l'aura prononcé sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans si la provocation n'a été suivie d'aucun effet, et du bannissement si elle a donné lieu à désobéissance, autre toutefois que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte.

203. Lorsque la provocation aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu, contre l'un ou plusieurs des coupables, à une peine plus forte que celle du bannissement, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.

Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un écrit pastoral.

204. Tout écrit contenant des instructions pastorales, en quelque forme que ce soit, et dans lequel un ministre de culte se sera ingéré de critiquer ou censurer soit le Gouvernement, soit tout acte de l'autorité publique, emportera la peine du bannissement contre le ministre qui l'aura publié.

205. Si l'écrit mentionné en l'article précédent contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre qui l'aura publié sera puni de la déportation.

206. Lorsque la provocation contenue dans l'écrit pastoral aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu, contre l'un ou plusieurs des coupables, à une peine plus forte que celle de la déportation, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.

De la correspondance des ministres des cultes avec des cours ou puissances étrangères, sur matières de religion.

207. Tout ministre d'un culte qui aura, sur des questions ou matières religieuses, entretenu une correspondance avec une cour ou puissance étrangère sans en avoir préalablement informé le ministre de l'Empereur chargé de la surveillance des cultes, et sans avoir obtenu son autorisation, sera, pour ce seul fait, puni d'une amende de cent francs à cinq cents francs, et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

208. Si la correspondance mentionnée en l'article précédent a été accompagnée ou suivie d'autres faits contraires aux dispositions formelles d'une loi ou d'un décret de l'Empereur, le coupable sera puni du bannissement, à moins que la peine résultant de la nature de ces faits ne soit plus forte, auquel cas cette peine plus forte sera seule appliquée.

SECTION IV.

Résistance, désobéissance et autres manquemens envers l'autorité publique.

§ 1^{er}.*Rébellion.*

209. Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, leurs porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agens de la police administrative ou judiciaire agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugemens, est qualifiée, selon les circonstances, crime ou délit de rébellion.

210. Si elle a été commise par plus de vingt personnes armées, les coupables seront punis des travaux forcés à temps; et s'il n'y a pas eu port d'armes, ils seront punis de la réclusion.

211. Si la rébellion a été commise par une réunion armée de trois per-

sonnes ou plus, jusqu'à vingt inclusive-
ment, la peine sera la réclusion; s'il
n'y a pas eu port d'armes, la peine
sera un emprisonnement de six mois au
moins et deux ans au plus.

212. Si la rébellion n'a été commise
que par une ou deux personnes, avec
armes, elle sera punie d'un emprison-
nement de six mois à deux ans; et si
elle a eu lieu sans armes, d'un empri-
sonnement de six jours à six mois.

213. En cas de rébellion avec bande
ou attroupement, l'art. 100 du présent
Code sera applicable aux rebelles sans
fonctions ni emplois dans la bande, qui
se seront retirés au premier avertisse-
ment de l'autorité publique, ou même
depuis, s'ils n'ont été saisis que hors
du lieu de la rébellion, et sans nouvelle
résistance et sans armes.

214. Toute réunion d'individus pour
un crime ou un délit est réputée réu-
nion armée, lorsque plus de deux per-
sonnes portent des armes ostensibles.

215. Les personnes qui se trouve-
raient munies d'armes cachées, et qui
auraient fait partie d'une troupe ou
réunion non réputée armée, seront in-
dividuellement punies comme si elles

avaient fait partie d'une troupe ou réunion armée.

216. Les auteurs des crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rébellion, seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles de la rébellion.

217. Sera puni comme coupable de la rébellion quiconque y aura provoqué, soit par des discours tenus dans des lieux ou réunions publics, soit par placards affichés, soit par écrits imprimés.

Dans le cas où la rébellion n'aurait pas eu lieu, le provocateur sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et d'un an au plus.

218. Dans tous les cas où il sera prononcé, pour fait de rébellion, une simple peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés en outre à une amende de seize francs à deux cents francs.

219. Seront punies comme réunions de rebelles celles qui auront été formées avec ou sans armes, et accompagnées de violences ou de menaces contre l'autorité administrative, les officiers et les agens de police, ou contre la force publique ;

1°. Par les ouvriers ou journaliers, dans les ateliers publics ou manufactures;

2°. Par les individus admis dans les hospices ;

3°. Par les prisonniers , prévenus , accusés ou condamnés.

220. La peine appliquée pour rébellion à des prisonniers , prévenus , accusés ou condamnés relativement à d'autres crimes ou délits , sera par eux subie, savoir :

Par ceux qui , à raison des crimes ou délits qui ont causé leur détention , sont ou seraient condamnés à une peine non capitale ni perpétuelle , immédiatement après l'expiration de cette peine ;

Et par les autres , immédiatement après l'arrêt ou jugement en dernier ressort qui les aura acquittés ou renvoyés absous du fait pour lequel ils étaient détenus.

221. Les chefs d'une rébellion , et ceux qui l'auront provoquée , pourront être condamnés à rester , après l'expiration de leur peine , sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publiques.

222. Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outragés sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

223. L'outrage fait par gestes ou menaces à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un mois à six mois d'emprisonnement; et si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

224. L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel, ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni

d'une amende de seize francs à deux cents francs.

225. La peine sera de six jours à un mois d'emprisonnement, si l'outrage mentionné en l'article précédent a été dirigé contre un commandant de la force publique.

226. Dans le cas des articles 222, 223 et 225, l'offenseur pourra être, outre l'emprisonnement, condamné à faire réparation, soit à la première audience, soit par écrit, et le temps de l'emprisonnement prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la réparation aura eu lieu.

227. Dans le cas de l'article 224, l'offenseur pourra de même, outre l'amende, être condamné à faire réparation à l'offensé; et s'il retarde ou refuse, il y sera contraint par corps.

228. Tout individu qui, même sans armes, et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Si cette voie de fait a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera puni du carcan.

229. Dans l'un et l'autre des cas exprimés en l'article précédent, le coupable pourra de plus être condamné à s'éloigner, pendant cinq à dix ans, du lieu ou siège le magistrat, et d'un rayon de deux myriamètres.

Cette disposition aura son exécution à dater du jour où le condamné aura subi sa peine.

Si le condamné enfreint cet ordre avant l'expiration du temps fixé, il sera puni du bannissement.

230. Les violences de l'espèce exprimée en l'article 228, dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère, ou à cette occasion, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

231. Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agens désignés aux articles 228 et 230 ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie, la peine sera la réclusion; si la mort s'en est suivie dans les quarante jours, le coupable sera puni de mort.

232. Dans le cas même où ces vio-

lences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladie, les coups seront punis de la réclusion s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens.

233. Si les blessures sont du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre, le coupable sera puni de mort.

§ III.

Refus d'un service dû légalement.

234. Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après en avoir été requis légalement par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues aux termes de l'art. 10 du présent Code.

235. Les lois pénales et réglemens relatifs à la conscription militaire continueront de recevoir leur exécution.

236. Les témoins et jurés qui auront allégué une excuse reconnue fautive seront condamnés, outre les amendes prononcées pour la non comparution (1), à un emprisonnement de six jours à deux mois.

(1) Voyez l'art. 396 du Code d'Instruction criminelle.

Évasions de détenus , recèlemens de criminels.

237. Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu , les huissiers , les commandans en chef ou en sous ordre , soit de la gendarmerie , soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes , les concierges , gardiens , geoliers et tous autres préposés à la conduite , au transport ou à la garde des détenus , seront punis ainsi qu'ils suit :

238. Si l'évadé était prévenu de délits de police ou de crimes simplement infamans , ou s'il était prisonnier de guerre , les préposés à sa garde ou conduite seront punis , en cas de négligence , d'un emprisonnement de six jours à deux mois ;

Et en cas de connivence , d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Ceux qui , n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu , auront procuré ou facilité son évasion , seront punis de six jours à trois mois d'emprisonnement.

239. Si les détenus évadés , ou l'un d'eux , étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine

afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois à six mois; en cas de connivence, la réclusion.

Les individus non chargés de la garde des détenus qui auront procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

240. Si les évadés ou l'un d'eux sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

Les individus non chargés de la conduite ou de la garde qui auront facilité ou procuré l'évasion, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus.

241. Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant les instrumens propres à l'opérer seront, au cas que l'évadé

Fût de la qualité exprimée en l'art. 238, trois mois à deux ans d'emprisonnement;

Au cas de l'art. 239, deux à cinq ans d'emprisonnement; et au cas de l'art. 240, la réclusion.

242. Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en rompant les gardiens ou geoliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens et geoliers.

243. Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps.

244. Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu aurait eu droit d'obtenir contre lui.

245. A l'égard des détenus qui se seront évadés ou qui auront tenté de s'évader par bris de prison, ou par violence, ils seront, pour ce seul fait,

punis de six mois à un an d'emprisonnement, et subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus, ou immédiatement après l'arrêt ou jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit ; le tout sans préjudice de plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes qu'ils auraient commis dans leurs violences.

246. Quiconque sera condamné, pour avoir favorisé une évasion ou des tentatives d'évasion, à un emprisonnement de plus de six mois, pourra en outre être mis sous la surveillance spéciale de la haute police pour un intervalle de cinq à dix ans.

247. Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement.

248. Ceux qui auront recélé ou fait

recéler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive, seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins et de deux ans au plus.

Sont exceptés de la présente disposition les ascendans ou descendans, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recélés, ou leurs alliés aux mêmes degrés.

§ v.

Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics.

249. Lorsque des scellés apposés soit par ordre du Gouvernement, soit par suite d'une ordonnance de justice rendue en quelque matière que ce soit, auront été brisés, les gardiens seront punis, pour simple négligence, de six jours à six mois d'emprisonnement.

250. Si le bris de scellés s'applique à des papiers et effets d'un individu prévenu ou accusé d'un crime emportant la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, ou qui soit condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

251. Quiconque aura à dessein brisé des scellés apposés sur des papiers ou effets de la qualité énoncée en l'article précédent, ou participé au bris des scellés, sera puni de la réclusion; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.

252. A l'égard de tous autres bris de scellés, les coupables seront punis de six mois à deux ans d'emprisonnement; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni de deux à cinq ans de la même peine.

253. Tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés sera puni comme vol commis à l'aide d'effraction.

254. Quant aux soustractions, destructions et enlèvemens de pièces ou de procédures criminelles, ou d'autres papiers, registres, actes et effets contenus dans des archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, les peines seront, contre les greffiers, archivistes, notaires ou autres dépositaires négligens, de trois mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de cent francs à trois cents francs.

255. Quiconque se sera rendu cou-

pable des soustractions, enlèvemens ou destructions mentionnés en l'article précédent, sera puni de la réclusion.

Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.

256. Si le bris de scellés, les soustractions, enlèvemens ou destructions de pièces ont été commis avec violence envers les personnes, la peine sera, contre toute personne, celle des travaux forcés à temps, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, d'après la nature des violences et des autres crimes qui y seraient joints.

§ VI.

Dégradations de monumens.

257. Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monumens, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs.

§ VII.

Usurpation de titres ou fonctions.

258. Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime.

259. Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiennent pas, ou qui se sera attribué des titres impériaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

§ VIII.

Entraves au libre exercice des cultes.

260. Tout particulier qui, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et en conséquence d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers,

boutiques ou magasins , et de faire ou quitter certains travaux , sera puni , pour ce seul fait , d'une amende de seize francs à deux cents francs , et d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

261. Ceux qui auront empêché , retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement à ces exercices , seront punis d'une amende de seize francs à trois cents francs , et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

262. Toute personne qui aura , par paroles ou gestes , outragé les objets d'un culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son exercice , ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions , sera punie d'une amende de seize francs à cinq cents francs , et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.

263. Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions sera puni du carcan.

264. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'aux troubles , outrages ou voies de fait dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines ,

d'après les autres dispositions du présent Code.

SECTION V.

Association de malfaiteurs, vagabondage et mendicité.

§ 1^{er}.

Association de malfaiteurs.

265. Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique.

266. Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandans, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.

267. Quand ce crime n'aurait été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association, et les commandans en chef ou en sous ordre de ces bandes, seront punis des travaux forcés à temps.

268. Seront punis de la réclusion tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui auront sciemment et volontairement

fourni aux bandes ou à leurs divisions des armes, munitions, instrumens de crime, logement, retraite ou lieu de réunion.

§ II.

Vagabondage.

269. Le vagabondage est un délit.

270. Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession.

271. Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement, et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du Gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite.

272. Les individus déclarés vagabonds par jugement pourront, s'ils sont étrangers, être conduits, par les ordres du Gouvernement, hors du territoire de l'Empire.

273. Les vagabonds nés en France pourront, après un jugement, même passé en force de chose jugée, être ré-

clamés par délibération du conseil municipal de la commune où ils sont nés, ou cautionnés par un citoyen solvable.

Si le Gouvernement accueille la réclamation ou agréé la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront par ses ordres renvoyés ou conduits dans la commune qui les a réclamés, ou dans celle qui leur sera assignée pour résidence, sur la demande de la caution,

§ III.

Mendicité.

274. Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existera un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, sera punie de trois à six mois d'emprisonnement, et sera, après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité.

275. Dans les lieux où il n'existe point encore de tels établissemens, les mendiants d'habitude valides seront punis d'un mois à trois mois d'emprisonnement.

S'ils ont été arrêtés hors du canton de

leur résidence, ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

276. Tous mendiants, même invalides, qui auront usé de menaces, ou seront entrés, sans permission du propriétaire ou des personnes de sa maison, soit dans une habitation, soit dans un enclos en dépendant,

Ou qui feindront des plaies ou infirmités,

Ou qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soient le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfans, l'aveugle et son conducteur,

Seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Dispositions communes aux vagabonds et mendiants.

277. Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque,

Ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait usé ni menacé,

Ou muni de limes, crochets ou autres instrumens propres soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons.

Sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.

278. Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs, et qui ne justifiera point d'où ils lui proviennent, sera puni de la peine portée en l'article 276.

279. Tout mendiant ou vagabond qui aura exercé quelque acte de violence que ce soit envers les personnes, sera puni de la réclusion, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence.

280. Tout vagabond ou mendiant qui aura commis un crime emportant la peine des travaux forcés à temps, sera en outre marqué.

281. Les peines établies par le présent Code contre les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route, seront toujours, dans leur espèce, portées au *maximum* quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants.

282. Les vagabonds ou mendiants qui auront subi les peines portées par les articles précédens demeureront, à la fin

de ces peines, à la disposition du Gouvernement.

SECTION VI.

Délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures distribués sans nom d'auteur, imprimeur ou graveur.

283. Toute publication ou distribution d'ouvrages, écrits, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres imprimés dans lesquels ne se trouvera pas l'indication vraie des noms, profession et demeure de l'auteur ou de l'imprimeur, sera, pour ce seul fait, punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, contre toute personne qui aura sciemment contribué à la publication ou distribution.

284. Cette disposition sera réduite à des peines de simple police,

1°. A l'égard des crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit imprimé;

2°. A l'égard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur;

3°. A l'égard même de l'imprimeur qui aura fait connaître l'auteur.

285. Si l'écrit imprimé contient quelque provocation à des crimes ou délits, les crieurs, afficheurs, vendeurs et distributeurs seront punis comme complices des provocateurs, à moins qu'ils n'aient fait connaître ceux dont ils tiennent l'écrit contenant la provocation.

En cas de révélation ils n'encourront qu'un emprisonnement de six jours à trois mois, et la peine de complicité ne restera applicable qu'à ceux qui n'auront point fait connaître les personnes dont ils auront reçu l'écrit imprimé, et à l'imprimeur s'il est connu.

286. Dans tous les cas ci-dessus il y aura confiscation des exemplaires saisis.

287. Toute exposition ou distribution de chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes mœurs, sera punie d'une amende de seize francs à cinq cents francs, d'un emprisonnement d'un mois à un an, et de la confiscation des planches et des exemplaires imprimés ou gravés de chansons, figures ou autres objets du délit.

288. La peine d'emprisonnement et l'amende prononcée par l'article précé-

dent seront réduites à des peines de simple police,

1°. A l'égard des crieurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne qui leur a remis l'objet du délit;

2°. A l'égard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur ou le graveur;

3°. A l'égard même de l'imprimeur ou du graveur qui auront fait connaître l'auteur ou la personne qui les aura chargés de l'impression ou de la gravure.

289. Dans tous les cas exprimés en la présente section, et où l'auteur sera connu, il subira le *maximum* de la peine attachée à l'espèce du délit,

Disposition particulière.

290. Tout individu qui, sans y avoir été autorisé par la police, fera le métier de crieur ou afficheur d'écrits imprimés, dessins ou gravures, même munis des noms d'auteurs, imprimeurs, dessinateurs ou graveurs, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois,

SECTION VII.

Des associations ou réunions illicites.

291. Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du Gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

Dans le nombre de personnes indiqué par le présent article ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit.

292. Toute association de la nature ci-dessus exprimée qui se sera formée sans autorisation, ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront en outre punis d'une amende de seize francs à deux cents francs.

293. Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, pu-

blication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait dans ces assemblées quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de cent francs à trois cents francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement, contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations, sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels en aucun cas ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'association.

294. Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs.

TITRE II.

Crimes et délits contre les particuliers.

(Décret du 17 février 1810.)

CHAPITRE I^{er}.

Crimes et délits contre les personnes.

SECTION I^{re}.

Meurtre et autres crimes capitaux, menaces d'attentats contre les personnes.

§ 1^{er}.

Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.

295. L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

296. Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens est qualifié assassinat.

297. La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein se-

rait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

298. Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.

299. Est qualifié parricide le meurtre des pères ou mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime.

300. Est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né.

301. Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites.

302. Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement, sera puni de mort, sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article 13, relativement au parricide.

303. Seront punis comme coupables d'assassinat tous malfaiteurs, quelle que

soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures, ou commettent des actes de barbarie.

304. Le meurtre emportera la peine de mort lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit.

En tout autre cas le coupable de meurtre sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

§ II.

Menaces.

305. Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, sera puni de la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

306. Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux

ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cent francs à six cents francs.

307. Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de vingt-cinq francs à trois cents francs.

308. Dans les cas prévus par les deux précédens articles, le coupable pourra de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus.

SECTION II.

Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires.

309. Sera puni de la peine de la réclusion tout individu qui aura fait des blessures ou porté des coups, s'il est résulté de ces actes de violence une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.

310. Si le crime mentionné au précédent article a été commis avec préméditation ou guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

311. Lorsque les blessures ou les coups n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs.

312. Dans les cas prévus par les articles 309, 310 et 311, si le coupable a commis le crime envers ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendans légitimes, il sera puni ainsi qu'il suit :

Si l'article auquel le cas se référera prononce l'emprisonnement et l'amende, le coupable subira la peine de la réclusion ;

Si l'article prononce la peine de la réclusion, il subira celle des travaux forcés à temps ;

Si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps, il subira celle des travaux forcés à perpétuité.

313. Les crimes et les délits prévus

dans la présente section et dans la section précédente, s'ils sont commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, sont imputables aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rébellions ou pillages, qui seront punis comme coupables de ces crimes ou de ces délits, et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis.

314. Tout individu qui aura fabriqué ou débité des stilets, tromblons ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des réglemens d'administration publique, sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Celui qui sera porteur desdites armes sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs.

Dans l'un et l'autre cas les armes seront confisquées.

Le tout sans préjudice de plus forte peine, s'il y échet, en cas de complicité de crime.

315. Outre les peines correctionnelles mentionnées dans les articles précédens, les tribunaux pourront prononcer le renvoi sous la surveillance de la haute police depuis deux ans jusqu'à dix ans.

★

316. Toute personne coupable du crime de castration subira la peine des travaux forcés à perpétuité.

Si la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours qui auront suivi le crime, le coupable subira la peine de mort.

317. Quiconque, par alimens, breuvages, médicamens, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est ensuivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu.

318. Quiconque aura vendu ou débité des boissons falsifiées contenant des mixtions nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement de six jours

à deux ans, et d'une amende de seize francs à cinq cents francs.

Seront saisies et confisquées les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur ou débitant.

SECTION III.

Homicide, blessures et coups involontaires; crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicide, blessure et coups qui ne sont ni crimes ni délits.

§ 1^{er}.

Homicide, blessures et coups involontaires.

319. Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des réglemens, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à six cents francs.

320. S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, et l'amende sera de seize francs à cent francs.

§ II.

Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés.

321. Le meurtre, ainsi que les blessures et les coups, sont excusables s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes.

322. Les crimes et délits mentionnés au précédent article sont également excusables s'ils ont été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité, ou de leurs dépendances.

Si le fait est arrivé pendant la nuit, ce cas est réglé par l'art. 329.

323. Le parricide n'est jamais excusable.

324. Le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, ou par celle-ci sur son époux, n'est pas excusable si la vie de l'époux ou de l'épouse qui a commis le meurtre n'a pas été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu.

Néanmoins, dans le cas d'adultère prévu par l'art. 336, le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que

sur le complice , à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale , est excusable.

325. Le crime de castration , s'il a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur , sera considéré comme meurtre ou blessures excusables.

326. Lorsque le fait d'excuse sera prouvé ,

S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité , ou celle de la déportation , la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans ;

S'il s'agit de tout autre crime , elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans ;

Dans ces deux premiers cas , les coupables pourront de plus être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

S'il s'agit d'un délit , la peine sera réduite à un emprisonnement de six jours à six mois.

§ III.

Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits.

327. Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime.

328. Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

329. Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense les deux cas suivans :

1°. Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité, ou de leurs dépendances ;

2°. Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence.

SECTION IV.

Attentats aux mœurs.

330. Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an , et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

331. Quiconque aura commis le crime de viol , ou sera coupable de tout autre attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe , sera puni de la réclusion.

332. Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis , le coupable subira la peine des travaux forcés à temps.

333. La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité si les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou s'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte , ou si le coupable , quel qu'il soit , a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.

334. Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt-un ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de trois cents francs à mille francs d'amende.

335. Les coupables du délit mentionné au précédent article seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux conseils de famille; savoir, les individus auxquels s'applique le premier paragraphe de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé au second paragraphe, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par.

le Code Napoléon , livre I^{er}, titre IX ,
de la Puissance paternelle. (1)

(1) *Code Napoléon, liv. 1, titre 9, de la Puissance paternelle. (*) Art. 384.* « Le père ,
« durant le mariage , et, après la dissolution du
« mariage , le survivant des père et mère , auront
« la jouissance des biens de leurs enfans jusqu'à
« l'âge de dix-huit ans accomplis , ou jusqu'à
« l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant
« l'âge de dix-huit ans. »

Art. 385. « Les charges de cette jouissance
« seront , 1^o celles auxquelles sont tenus les usu-
« fruitiers ; 2^o la nourriture , l'entretien et l'édu-
« cation des enfans selon leur fortune ; 3^o le
« paiement des arrérages ou intérêts des capi-
« taux ; 4^o les frais funéraires et ceux de der-
« nière maladie. »

Art. 386. « Cette jouissance n'aura pas lieu
« au profit de celui des père et mère contre le-
« quel le divorce aurait été prononcé ; et elle
« cessera à l'égard de la mère dans le cas d'un
« second mariage. »

Art. 387. « Elle ne s'étendra pas aux biens
« que les enfans pourront acquérir par un travail
« et une industrie séparés , ni à ceux qui leur
« seront donnés ou légués sous la condition ex-
« presse que les père et mère n'en jouiront pas. »

(*) Les art. 375 à 383 sont relatifs au droit de
détention de leurs enfans, que peuvent exercer les
pères et mères. (Voyez ces articles.)

Dans tous les cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au présent article.

336. L'adultère de la femme ne pourra être dénoncé que par le mari : cette faculté même cessera s'il est dans le cas prévu par l'article 339.

337. La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus.

Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation, en consentant à reprendre sa femme. (1)

338. Le complice de la femme adultère sera puni de l'emprisonnement pendant le même espace de temps, et en outre d'une amende de cent francs à deux mille francs.

Les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité seront, outre le flagrant délit,

(1) Art. 298, 308 et 309 du Code Napoléon.

celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu.

339. Le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de cent francs à deux mille francs.

340. Quiconque, étant engagé dans les liens du mariage, en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine.

SECTION V.

Arrestations illégales et séquestrations de personnes.

341. Seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir les prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques.

Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration subira la même peine.

342. Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

343. La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans si les coupables des délits mentionnés en l'article 341, non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détepuée, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront néanmoins être renvoyés sous la surveillance de la haute police depuis cinq ans jusqu'à dix ans.

344. Dans chacun des trois cas suivants,

1°. Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique;

2°. Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré a été menacé de la mort;

3°. S'il a été soumis à des tortures corporelles,

Les coupables seront punis de mort.

SECTION VI.

Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence; enlèvement de mineurs; infraction aux lois sur les inhumations.

§ 1^{er}.

Crimes et délits envers l'enfant.

345. Les coupables d'enlèvement, de recelé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la réclusion.

La même peine aura lieu contre ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer.

346. Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'article 56 (1) du Code Napoléon, et dans

(1) *Art. 56.* « La naissance de l'enfant sera
« déclaré par le père, ou, à défaut du père,
« par les docteurs en médecine ou en chirurgie,
« sages-femmes, officiers de santé, ou autres

le délai fixé par l'article 55 (1) du même Code, sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de seize francs à trois cents francs.

347. Toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'aura pas remis à l'officier de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 (2) du Code Napoléon, sera punie des peines portées au précédent article.

« personnes qui auront assisté à l'accouchement ;
 « et, lorsque la mère sera accouchée hors de
 « son domicile, par la personne chez laquelle
 « elle sera accouchée.

« L'acte de naissance sera rédigé de suite, en
 « présence de deux témoins. »

(1) *Art. 55.* « Les déclarations de naissance
 « seront faites, dans les trois jours de l'accou-
 « ment, à l'officier de l'état civil du lieu : l'enfant
 « lui sera présenté.

(2) *Art. 58.* « Toute personne qui aura trouvé
 « un enfant nouveau-né sera tenue de le re-
 « mettre à l'officier de l'état civil, ainsi que les
 « vêtemens et autres effets trouvés avec l'enfant,
 « et de déclarer toutes les circonstances du
 « temps et du lieu où il aura été trouvé.

« Il en sera dressé un procès-verbal détaillé
 « qui énoncera en outre l'âge apparent de l'en-

La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant, et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant la municipalité du lieu où l'enfant a été trouvé.

348. Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en prissent soin, ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois, et d'une amende de seize francs à cinquante francs.

Toutefois aucune peine ne sera prononcée s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu.

349. Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis ;

« fant, son sexe, les noms qui lui seront
 « donnés, l'autorité civile à laquelle il sera
 « remis. Ce procès-verbal sera inscrit sur les
 « registres. »

ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, et à une amende de seize francs à deux cents francs.

350. La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cinquante francs à quatre cents francs, contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.

351. Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les art. 349 et 350, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé; et si la mort s'en est ensuivie, l'action sera considérée comme meurtre : au premier cas les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires, et au second cas celle du meurtre.

352. Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, seront punis d'un emprisonnement

de trois mois à un an, et d'une amende de seize francs à cent francs.

353. Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de vingt-cinq francs à deux cents francs, s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant.

§ II.

Enlèvement de mineurs.

354. Quiconque aura, par fraude ou violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la réclusion.

355. Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

356. Quand la fille au-dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravis-

seur, si celui-ci était majeur de vingt-un an ou au-dessus, il sera condamné aux travaux forcés à temps.

Si le ravisseur n'avait pas encore vingt-un ans, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. (1)

357. Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il a enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code Napoléon, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée.

§ III.

Infractions aux lois sur les inhumations.

358. Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, (2) seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de seize francs à cinquante francs, sans préjudice de la poursuite des crimes dont les

(1) Voyez l'art. 340 du Code Napoléon.

(2) Voy. l'art. 77 du même Code.

auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance.

La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux réglemens relatifs aux inhumations précipitées.

359. Quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à quatre cents francs, sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime.

360. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de seize francs à deux cents francs d'amende, quiconque se sera rendu coupable de violation de tombeaux ou de sépultures, sans préjudice des peines contre les crimes ou les délits qui seraient joints à celui-ci.

SECTION VII.

Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets.

§ 1er.

Faux témoignage.

361. Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit

contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine.

362. Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la réclusion.

363. Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni de la peine portée au précédent article.

364. Le faux témoin en matière correctionnelle, de police ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps.

Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.

365. Le coupable de subornation de témoins sera condamné à la peine des travaux forcés à temps, si le faux témoignage qui en a été l'objet emporte la peine de la réclusion; aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le faux té-

moignage emportera la peine des travaux forcés à temps, ou celle de la déportation ; et à la peine de mort, lorsqu'il emportera celle des travaux forcés à perpétuité, ou la peine capitale.

366. Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni de la dégradation civique.

§ II.

Calomnies, injures, révélation de secrets.

367. Sera coupable du délit de calomnie celui qui, soit dans des lieux ou réunions publiques, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit imprimé ou non qui aura été affiché, vendu ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens.

La présente disposition n'est point applicable aux faits dont la loi autorise la publicité, ni à ceux que l'auteur de l'imputation était, par la nature de ses

fonctions ou de ses devoirs , obligé de révéler ou de réprimer.

368. Est réputée fausse toute imputation à l'appui de laquelle la preuve légale n'est point rapportée : en conséquence , l'auteur de l'imputation ne sera pas admis , pour sa défense , à demander que la preuve en soit faite ; il ne pourra pas non plus alléguer comme moyen d'excuse que les pièces ou les faits sont notoires , ou que les imputations qui donnent lieu à la poursuite sont copiées ou extraites de papiers étrangers , ou d'autres écrits imprimés.

369. Les calomnies mises au jour par la voie de papiers étrangers pourront être poursuivies contre ceux qui auront envoyé les articles , ou donné l'ordre de les insérer , ou contribué à l'introduction ou à la distribution de ces papiers en France.

370. Lorsque le fait imputé sera légalement prouvé vrai , l'auteur de l'imputation sera à l'abri de toute peine.

Ne sera considérée comme preuve légale que celle qui résultera d'un jugement ou de tout autre acte authentique.

371. Lorsque la preuve légale ne sera

pas rapportée, le calomniateur sera puni des peines suivantes :

Si le fait imputé est de nature à mériter la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

Dans tous les autres cas l'emprisonnement sera d'un mois à six mois, et l'amende de cinquante fr. à deux mille fr.

372. Lorsque les faits imputés seront punissables suivant la loi, et que l'auteur de l'imputation les aura dénoncés, il sera, durant l'instruction sur ces faits, sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie.

373. Quiconque aura fait par écrit une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de cent fr. à trois mille francs.

374. Dans tous les cas le calomniateur sera, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit pendant cinq ans au moins et dix ans au plus des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

375. Quant aux injures ou aux expressions outrageantes qui ne renfermeraient l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice déterminé, si elles ont été proférées dans des lieux ou réunions publiques, ou insérées dans des écrits imprimés ou non qui auraient été répandus et distribués, la peine sera une amende de seize francs à cinq cents francs.

376. Toutes autres injures ou expressions outrageantes qui n'auront pas eu ce double caractère de gravité et de publicité ne donneront lieu qu'à des peines de simple police.

377. A l'égard des imputations et des injures qui seraient contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties, ou dans les plaidoyers, les juges saisis de la contestation pourront, en jugeant la cause, ou prononcer la suppression des injures ou des écrits injurieux, ou faire des injonctions aux auteurs du délit, ou les suspendre de leurs fonctions, et statuer sur les dommages-intérêts. (1)

(1) Voyez l'art. 1036 du Code de Procédure civile.)

La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois; en cas de récidive elle sera d'un an au moins et de cinq ans au plus.

Si les injures ou écrits injurieux portent le caractère de calomnie grave, et que les juges saisis de la contestation ne puissent connaître du délit, ils ne pourront prononcer contre les prévenus qu'une suspension provisoire de leurs fonctions, et les renverront, pour le jugement du délit, devant les juges compétens.

378. Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs.

CHAPITRE II.

Crimes et délits contre les propriétés.

(Décret du 19 février 1810.)

SECTION I^{re}.

Vols.

379. Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.

380. Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve, quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé ; par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères, ou autres ascendans ; par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendans, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol.

381. Seront punis de la peine de mort les individus coupables de vols commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes :

1°. Si le vol a été commis la nuit ;

2°. S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes ;

3°. Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées ;

4°. S'ils ont commis le crime soit à l'aide d'effraction extérieure ou d'escalade ou de fausses clefs dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances ; soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtu de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire ;

5°. S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes.

382. Sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et de plus avec deux des

quatre premières circonstances prévues par le précédent article.

Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusion, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.

383. Les vols commis dans les chemins publics emporteront également la peine des travaux forcés à perpétuité.

384. Sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vols commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le n° 4 de l'article 381, même quoique l'effraction, l'escalade et l'usage des fausses clefs aient eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendans des maisons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure.

385. Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vols commis soit avec violence, lorsqu'elle n'aura laissé aucune trace de blessure ou de contusion, et qu'elle ne sera accompagnée d'aucune autre circonstance, soit sans

violence, mais avec la réunion des trois circonstances suivantes :

1°. Si le vol a été commis la nuit ;

2°. S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes ;

3°. Si le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées.

386. Sera puni de la peine de la réclusion tout individu coupable de vols commis dans l'un des cas ci-après :

1°. Si le vol a été commis la nuit et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans un lieu habité ou servant à l'habitation ;

2°. Si le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées, même quoique le lieu où le vol a été commis ne fût ni habité ni servant à l'habitation, et encore quoique le vol ait été commis le jour et par une seule personne ;

3°. Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient soit dans la maison de son

maître, soit dans celle où il l'accompagnait; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti, dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître, ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé;

4°. Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre; ou enfin, si le coupable a commis le vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il était reçu.

387. Les voituriers, bateliers ou leurs préposés qui auront altéré des vins ou toute autre espèce de liquide ou de marchandises dont le transport leur avait été confié, et qui auront commis cette altération par le mélange de substances malfaisantes, seront punis de la peine portée au précédent article.

S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de seize francs à cent francs.

388. Quiconque aura volé dans les champs des chevaux ou bêtes de charge,

de voiture ou de monture , gros et menus bestiaux , des instrumens d'agriculture , des récoltes ou meules de grains faisant partie de récoltes , sera puni de la réclusion.

Il en sera de même à l'égard des vols de bois dans les ventes et de pierres dans les carrières , ainsi qu'à l'égard du vol de poisson en étang , vivier ou réservoir.

389. La même peine aura lieu si , pour commettre un vol , il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés.

390. Est réputé maison habitée tout bâtiment , logement ; loge , cabane même mobile , qui , sans être actuellement habitée , est destinée à l'habitation , et tout ce qui en dépend , comme cours , basses-cours , granges , écuries , édifices qui y sont enfermés , quel qu'en soit l'usage , et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.

391. Est réputé *parc* ou *enclos* tout terrain environné de fossés , de pieux , de claies , de planches , de haies vives ou sèches , ou de murs , de quelque espèce de matériaux que ce soit , quelles

que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.

392. Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque manière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos; et lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendans de maison habitée.

393. Est qualifié *effraction* tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas ou autres ustensiles ou instrumens servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.

394. Les effractions sont extérieures ou intérieures.

395. Les effractions extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basse-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartemens ou logemens particuliers.

396. Les effractions intérieures sont celles qui , après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'article précédent , sont faites aux portes ou clôtures du dedans , ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des effractions intérieures le simple enlèvement des caisses , boîtes , ballots sous toile et corde , et autres meubles fermés qui contiennent des effets quelconques , bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

397. Est qualifiée *escalade* toute entrée dans les maisons , bâtimens , cours , basses-cours , édifices quelconques , jardins , parcs et enclos , exécutée par dessus les murs , portes , toitures ou toute autre clôture.

L'entrée par une ouverture souterraine , autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée , est une circonstance de même gravité que l'escalade.

398. Sont qualifiés *fausses clefs* tous crochets , rossignols , passe-partout , clefs imitées , contrefaites , altérées , ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire , locataire , aubergiste ou logeur , aux serrures , cadenas , ou aux

fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employées.

399. Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de vingt-cinq francs à cent cinquante francs.

Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni de la réclusion.

Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime.

400. Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

401. Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de seize francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Les coupables pourront encore être

interdits des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

SECTION II.

Banqueroutes, escroqueries, et autres espèces de fraude.

§ 1^{er}.

Banqueroute et escroquerie.

402. Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de Commerce (1), seront déclarés coupables de banqueroute, seront punis ainsi qu'il suit :

Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps ;

Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus.

403. Ceux qui, conformément au

(1) Voyez les articles 438, 439, 586, 587, 593 et 594 du Code de Commerce.

Code de Commerce; seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse (1), seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux.

404. Les agens de change et courtiers qui auront fait faillite seront punis de la peine des travaux forcés à temps; s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité. (2)

405. Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera

(1) Voyez l'art. 597. du Code de Commerce.

(2) Voyez l'art. 89 du même Code.

puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cinquante francs au moins et de trois mille francs au plus.

Le coupable pourra être en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit pendant cinq ans au moins et dix ans au plus des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code; le tout sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux.

§ II.

Abus de confiance.

406. Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur pour lui faire souscrire à son préjudice des obligations, quittances ou décharges pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de vingt-cinq francs.

La disposition portée au second paragraphe du précédent article pourra de plus être appliquée.

407. Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 405.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

408. Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui aurait été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées dans l'art. 406.

Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics.

409. Quiconque, après avoir produit dans une contestation judiciaire quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de vingt-cinq francs à trois cents francs.

Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation.

§ III.

Contravention aux réglemens sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gages.

410. Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et y auront admis le public soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agens de ces établissemens, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à six mille francs.

Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits pendant cinq ans

au moins et dix ans au plus des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instrumens, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés.

411. Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissement sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux réglemens, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs à deux mille francs.

§ IV.

Entraves apportées à la liberté des enchères.

412. Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs au moins et de cinq mille francs au plus.

La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs.

§ V.

Violation des réglemens relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.

413. Toute violation des réglemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises

qui s'exporteront à l'étranger, et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions et la nature de la fabrication, sera punie d'une amende de deux cent francs au moins, de trois mille francs au plus, et de la confiscation des marchandises. Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

414. Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de deux cents francs à trois mille francs.

415. Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonne-

ment d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

416. Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de damnations et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres.

Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

417. Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs.

418. Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique qui aura communiqué

à des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers des secrets de la fabrique où il est employé , sera puni de la réclusion , et d'une amende de cinq cents francs à vingt mille francs.

Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France , la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans , et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

419. Tous ceux qui , par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public , par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes , par réunions ou coalitions entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée , tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix , ou qui , par des voies ou moyens frauduleux quelconques , auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises , ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce , seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins , d'un an au plus , et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les coupables

pourront de plus être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

420. La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus ; et d'une amende de mille francs à vingt mille francs , si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson.

La mise en surveillance qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et dix ans au plus.

421. Les paris qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics seront punis des peines portées par l'article 419.

422. Sera réputée pari de ce genre toute convention de vendre ou de livrer des effets publics qui ne seront pas prouvés par le vendeur avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison.

423. Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre

fausse vendue pour fine , sur la nature de toutes marchandises; quiconque , par usage de faux poids ou de fausses mesures , aura trompé sur la quantité des choses vendues , sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins , un an au plus , et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts , ni être au-dessous de cinquante francs.

Les objets du délit , ou leur valeur , s'ils appartiennent encore au vendeur , seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués , et de plus seront brisés.

424. Si le vendeur et l'acheteur se sont servis dans leurs marchés d'autres poids ou d'autres mesures que ceux qui ont été établis par les lois de l'Etat , l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur qui l'aura trompé par l'usage de poids ou de mesures prohibés ; sans préjudice de l'action publique pour la punition tant de cette fraude que de l'emploi même des poids et des mesures prohibés.

La peine en cas de fraude sera celle portée par l'article précédent.

La peine pour l'emploi des mesures

et poids prohibés sera déterminée par le livre IV du présent Code, contenant les peines de simple police.

425. Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production imprimée ou gravée en entier ou en partie au mépris des lois et réglemens relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon; et toute contrefaçon est un délit.

426. Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce.

427. La peine contre le contrefacteur ou contre l'introducteur sera une amende de cent francs au moins et de deux mille francs au plus, et contre le débitant une amende de vingt-cinq francs au moins et de cinq cents francs au plus.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant.

Les plauches, moules ou matrices

des objets contrefaits seront aussi confisqués.

428. Tout directeur, tout entrepreneur de spectacle, toute association d'artistes qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques au mépris des lois et réglemens relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de cinquante francs au moins, de cinq cents francs au plus, et de la confiscation des recettes.

429. Dans les cas prévus par les quatre articles précédens, le produit des confiscations ou les recettes confisquées seront remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

§ VI.

Délits des fournisseurs.

430. Tous individus chargés, comme membres de compagnie ou individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte des armées de terre et de mer, qui, sans y avoir été

contraints par une force majeure, auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la réclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinq cents francs; le tout sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

431. Lorsque la cessation du service proviendra du fait des agens des fournisseurs, les agens seront condamnés aux peines portées par le précédent article.

Les fournisseurs et leurs agens seront également condamnés, lorsque les uns et les autres auront participé au crime.

432. Si des fonctionnaires publics ou des agens préposés ou salariés du Gouvernement ont aidé les coupables à faire manquer le service, ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps; sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi.

433. Quoique le service n'ait pas manqué, si par négligence les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvres, ou des choses fournies, les

coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de cent francs.

Dans les divers cas prévus par les articles composant le présent paragraphe, la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du Gouvernement.

SECTION III.

Destructions, dégradations, dommages.

434. Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis ou récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles, sera puni de la peine de mort.

435. La peine sera la même contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux.

436. La menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété sera punie de la peine portée contre la

menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les art. 305, 306 et 307.

437. Quiconque aura volontairement détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, sera puni de la réclusion et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de cent francs.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps.

438. Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection de travaux autorisés par le Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize francs.

Les moteurs subiront le *maximum* de la peine.

439. Quiconque aura volontairement

brûlé ou détruit d'une manière quelconque des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque; contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit :

Si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique ou des effets de commerce ou de banque, la peine sera la réclusion;

S'il s'agit de toute autre pièce, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent francs à trois cents francs.

440. Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à temps; chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

441. Néanmoins ceux qui prouveront avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, pourront n'être punis que de la peine de la réclusion.

442. Si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, vin ou autre boisson, la peine que subiront les chefs, instigateurs ou provocateurs seulement, sera le *maximum* des travaux forcés à temps, et celui de l'amende prononcée par l'art. 440.

443. Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de seize francs.

Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit.

444. Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied ou des plans venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins, de cinq ans au plus.

Les coupables pourront de plus être

mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

445. Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans.

446. Les peines seront les mêmes à raison de chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé, de manière à le faire périr.

447. S'il y a eu destruction d'une ou de plusieurs greffes, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe, sans que la totalité puisse excéder deux ans.

448. Le *minimum* de la peine sera de vingt jours dans les cas prévus par les art. 445 et 446, et de dix jours dans le cas prévu par l'art. 447, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales, ou de traverse.

449. Quiconque aura coupé des grains ou des fourrages qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonne-

ment qui ne sera pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de deux mois.

450. L'emprisonnement sera de vingt jours au moins et de quatre mois au plus, s'il a été coupé du grain en vert.

Dans les cas prévus par le présent article et les six précédens, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, le coupable sera puni du *maximum* de la peine établie par l'article auquel le cas se référera.

Il en sera de même, quoique cette circonstance n'existe point, si le fait a été commis pendant la nuit.

451. Toute rupture, toute destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus.

452. Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de seize francs à trois cents francs. Les coupables pourront être mis,

par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

453. Ceux qui, sans nécessité, auront tué l'un des animaux mentionnés au précédent article, seront punis ainsi qu'il suit :

Si le délit a été commis dans les bâtimens, enclos et dépendances, ou sur les terres dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux mois à six mois ;

S'il a été commis dans des lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de six jours à un mois ;

S'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six semaines ;

Le maximum de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture.

454. Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus.

S'il y a eu violation de clôture, le *maximum* de la peine sera prononcé.

455. Dans les cas prévus par les articles 444 et suivans, jusqu'au précédent article inclusivement, il sera prononcé une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de seize francs.

456. Quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches; quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différens héritages, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra pas être au-dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts; qui, dans aucun cas, ne pourra être au-dessous de cinquante francs.

457. Seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinquante francs, les propriétaires ou fermiers, ou toute autre personne jouissant de moulins, usines ou

étangs, qui, par l'élevation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, auront inondé les chemins ou les propriétés d'autrui.

S'il est résulté du fait quelques dégradations, la peine sera, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois.

458. L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, qui aura été causé par la vétusté ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foin, fourrages, ou de tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence, sera puni d'une amende de cinquante francs au moins et de cinq cents francs au plus.

459. Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux soupçonnés d'être

infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui même, avant que le maire ait répondu à l'avertissement, ne les aura pas tenus renfermés, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

460. Seront également punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres.

461. Si, de la communication mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent francs à mille francs; le tout sans préjudice de l'exécution des lois et réglemens relatifs aux maladies épizootiques, et de l'application des peines y portées.

462. Si les délits de police correctionnelle dont il est parlé au présent cha-

pitre ont été commis par des gardes champêtres ou forestiers, ou des officiers de police, à quelque titre que ce soit, la peine d'emprisonnement sera d'un mois au moins, et d'un tiers au plus en sus de la peine la plus forte qui serait appliquée à un autre coupable du même délit.

Disposition générale.

463. Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code, si le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de seize francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

LIVRE IV.

Contraventions de Police et Peines.

(Décret du 20 février 1810.)

CHAPITRE I^{er}.

Des peines.

464. Les peines de police sont
L'emprisonnement,
L'amende,
Et la confiscation de certains objets saisis.

465. L'emprisonnement pour contravention de police ne pourra être moindre d'un jour, ni excéder cinq jours, selon les classes, distinctions et cas ci-après spécifiés.

Les jours d'emprisonnement sont des jours complets de vingt-quatre heures.

466. Les amendes pour contravention pourront être prononcées depuis un franc jusqu'à quinze francs inclusivement, selon les distinctions et classes

ci-après spécifiées, et seront appliquées au profit de la commune où la contravention aura été commise.

467. La contrainte par corps a lieu pour le paiement de l'amende.

Néanmoins le condamné ne pourra être, pour cet objet, détenu plus de quinze jours, s'il justifie de son insolvabilité.

468. En cas d'insuffisance des biens, les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée sont préférées à l'amende.

469. Les restitutions, indemnités et frais entraîneront la contrainte par corps, et le condamné gardera prison jusqu'à parfait paiement; néanmoins si ces condamnations sont prononcées au profit de l'État, les condamnés pourront jouir de la faculté accordée par l'article 467, dans le cas d'insolvabilité prévu par cet article.

470. Les tribunaux de police pourront aussi, dans les cas déterminés par la loi, prononcer la confiscation soit des choses saisies en contravention, soit des choses produites par la contravention, soit des matières ou des instrumens qui ont servi ou étaient destinés à la commettre.

CHAPITRE II.

*Contraventions et peines.*SECTION I^{re}.*Première classe.*

471. Seront punis d'amende, depuis un franc jusqu'à cinq francs inclusivement,

1°. Ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu;

2°. Ceux qui auront violé la défense de tirer en certains lieux des pièces d'artifice;

3°. Les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé; ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages dans les communes où ce soin est laissé à la charge des habitans;

4°. Ceux qui auront embarrassé la voie publique en y déposant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage; ceux qui, en contravention aux

lois et réglemens , auront négligé d'éclairer les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les rues et places ;

5°. Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les réglemens ou arrêtés concernant la petite voirie , ou d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine ;

6°. Ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres ;

7°. Ceux qui auront laissé dans les rues , chemins , places , lieux publics , ou dans les champs , des coûtres de charue , pinces , barres , barreaux ou autres machines ou instrumens ou armes dont puissent abuser les voleurs ou malfaiteurs ;

8°. Ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins où ce soin est prescrit par la loi ou les réglemens ;

9°. Ceux qui , sans autre circonstance prévue par les lois , auront cueilli ou mangé , sur le lieu même , des fruits appartenant à autrui ;

10°. Ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, ratelé ou grapillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil;

11°. Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures autres que celles prévues depuis l'article 368 jusques et compris l'article 378;

12°. Ceux qui imprudemment auront jeté des immondices sur quelques personnes;

13°. Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui, n'étant agens ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain, ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé;

14°. Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui avant l'enlèvement de la récolte.

472. Seront en outre confisquées les pièces d'artifice saisies dans le cas du

numéro 2 de l'article 471 , les coutres , les instrumens et les armes mentionnés dans le numéro 7 du même article .

473. La peine d'emprisonnement pendant trois jours au plus pourra de plus être prononcée , selon les circonstances , contre ceux qui auront tiré des pièces d'artifice , contre ceux qui auront glané , ratelé ou grapillé en contravention au numéro 10 de l'article 471 .

474. La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées en l'article 471 aura toujours lieu , en cas de récidive , pendant trois jours au plus .

SECTION II.

Deuxième classe.

475. Seront punis d'amende , depuis six francs jusqu'à dix francs inclusive-ment ,

1°. Ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges ou autres bans autorisés par les réglemens ;

2°. Les aubergistes , hôtelliers , logeurs ou loueurs de maisons garnies qui auront négligé d'inscrire de suite , et sans aucun blanc , sur un registre tenu régulièrement , les noms , qualités ,

domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les réglemens, ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, ou aux citoyens commis à cet effet: le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'article 73 du présent Code, relativement aux crimes ou aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits;

3°. Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auraient contrevenu aux réglemens par lesquels ils sont obligés de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge ou de leurs voitures, et en état de les guider et conduire; d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques; de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et à leur approche de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins;

4°. Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, dans l'intérieur d'un lieu habité, ou violé les réglemens contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures;

5°. Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard;

6°. Ceux qui auront vendu ou débité des boissons falsifiées, sans préjudice des peines plus sévères qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle, dans le cas où elles contiendraient des mixtions nuisibles à la santé;

7°. Ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisans ou féroces; ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage;

8°. Ceux qui auraient jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les maisons, édifices ou

clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos, et ceux aussi qui auraient volontairement jeté des corps durs ou immondices sur quelqu'un;

9°. Ceux qui, n'étant propriétaires, usufruitiers ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, y sont entrés et y ont passé dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, de raisins ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité;

10°. Ceux qui auraient fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit, ou dans un bois taillis appartenant à autrui;

11°. Ceux qui auraient refusé de recevoir les espèces et monnaies nationales, non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours;

12°. Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis dans les circonstances d'accidens, tumultes, naufrages, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandage.

dages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire;

13°. Les personnes désignées aux articles 284 et 288 du présent Code.

476. Pourra, suivant les circonstances, être prononcé, outre l'amende portée en l'article précédent, l'emprisonnement pendant trois jours au plus contre les rouliers, charretiers, voituriers et conducteurs en contravention, contre ceux qui auront contrevenu à la loi par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux; contre les vendeurs et débitans de boissons falsifiées; contre ceux qui auraient jeté des corps durs ou des immondices.

477. Seront saisis et confisqués, 1° les tables, instrumens, appareils des jeux ou des loteries établies dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs, dans le cas de l'article 476; 2° les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur et débitant: ces boissons seront répandues; 3° les écrits ou gravures contraires aux mœurs: ces objets seront mis sous le pillon.

478. La peine de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus sera toujours prononcée, en cas de récidive, contre toutes les personnes mentionnées dans l'article 475.

SECTION III.

Troisième classe.

479. Seront punis d'une amende de onze à quinze francs inclusivement,

1°. Ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article 434 jusques et compris l'article 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui ;

2°. Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisans ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;

3°. Ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec

maladresse , ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;

4°. Ceux qui auront causé les mêmes accidens par la vétusté , la dégradation , le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices , ou par l'encombrement ou l'excavation , ou telles autres œuvres , dans ou près les rues , chemins , places ou voies publiques , sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage ;

5°. Ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins , boutiques , ateliers ou maisons de commerce , ou dans les halles , foires ou marchés , sans préjudice des peines qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle contre ceux qui auraient fait usage de ces faux poids ou de ces fausses mesures ;

6°. Ceux qui emploieront des poids ou des mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur ;

7°. Les gens qui font le métier de deviner et pronostiquer , ou d'expliquer les songes ;

8°. Les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou noc-

turnes, troublant la tranquillité des habitans.

480. Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus,

1^o. Contre ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, dans les cas prévus par le numéro 3 du précédent article; 2^o contre les possesseurs de faux poids et de fausses mesures; 3^o contre ceux qui emploient des poids ou des mesures différens de ceux que la loi en vigueur a établis; 4^o contre les interprètes de songes; 5^o contre les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes.

481. Seront de plus saisis et confisqués, 1^o les faux poids, les fausses mesures, ainsi que les poids et les mesures différens de ceux que la loi a établis; 2^o les instrumens, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur ou interprète de songes.

482. La peine d'emprisonnement pendant cinq jours aura toujours lieu, pour récidive, contre les personnes et dans les cas mentionnés en l'article 479. *

*Disposition commune aux trois sections
ci-dessus.*

483. Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent Livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédens, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.

Disposition générale.

484. Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et réglemens particuliers, les cours et les tribunaux continueront de les observer.

FIN DU CODE.

TABLE

DES LIVRES, TITRES, CHAPITRES,
SECTIONS, etc.

DU CODE PÉNAL.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES. page 1

LIVRE PREMIER.

Des peines en matière criminelle
et correctionnelle, et de leurs
effets. 2

CHAP. I^{er}. *Des peines en matière
criminelle.* 4

CHAP. II. *Des peines en matière
correctionnelle.* 11

CHAP. III. *Des peines et des autres
condamnations qui peuvent être
prononcées pour crimes ou délits.* 13

CHAP. IV. *Des peines de la récidive
pour crimes et délits.* 17

LIVRE II.

Des personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes ou pour délits.

CHAP. UNIQUE. page 18

LIVRE III.

Des crimes, des délits, et de leur punition.

TITRE I. Des crimes et des délits contre la chose publique. 26

CHAP. I. *Des crimes et des délits contre la sûreté de l'Etat.* Ibid.

Sect. I. *Des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.* Ibid.

Sect. II. *Des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat.* 30

§ I. *Des attentats et complots dirigés contre l'Empereur et sa famille.* Ibid.

§ II. *Des crimes tendant à troubler l'Etat par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics.* 32

Disposition commune aux deux paragraphes de la présente section. 36

• Sect. III. <i>De la révélation et de la non révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.</i>	p. 37
CHAP. II. <i>Des crimes et délits contre les constitutions de l'Empire.</i>	39
Sect. I. <i>Crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civiques.</i>	Ibid.
Sect. II. <i>Attentats à la liberté.</i>	41
Sect. III. <i>Coalition des fonctionnaires.</i>	47
Sect. IV. <i>Empiètemens des autorités administratives et judiciaires.</i>	48
CHAP. III. <i>Crimes et délits contre la paix publique.</i>	51
Sect. I. <i>Du faux.</i>	Ibid.
§ I. <i>Fausse monnaie.</i>	Ibid.
§ II. <i>Contrefaction des sceaux de l'Etat, des billets de banque, des effets publics, et des poinçons, timbres et marques.</i>	54
§ III. <i>Des faux en écritures publiques ou authentiques, et de commerce ou de banque.</i>	56

§ IV. <i>Du faux en écriture privée.</i>	p. 57
§ V. <i>Des faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats.</i>	58
<i>Dispositions communes.</i>	62
Sect. II. <i>De la forfaiture et des crimes et délits des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions.</i>	63
§ I. <i>Des soustractions commises par les dépositaires publics.</i>	Ibid.
§ II. <i>Des concussion commises par des fonctionnaires publics.</i>	65
§ III. <i>Des délits de fonctionnaires qui se seront ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité.</i>	66
§ IV. <i>De la corruption des fonctionnaires publics.</i>	68
§ V. <i>Des abus d'autorité.</i>	70
I ^{re} Classe. <i>Des abus d'autorité contre les particuliers.</i>	Ibid.
II ^e Classe. <i>Des abus d'autorité contre la chose publique.</i>	72
§ VI. <i>De quelques délits relatifs</i>	

à la tenue des actes de l'état civil. page 73

§. VII. *De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.* 75

Disposition particulière. Ibid.

Sect. III. *Des troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leurs fonctions.* 77

§ I. *Des contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes.* Ibid.

§ II. *Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours pastoral prononcé publiquement.* Ibid.

§ III. *Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un écrit pastoral.* 79

§ IV. *De la correspondance des ministres des cultes avec des cours ou puissances étrangères sur matières de religion.* 80

Sect. IV. Résistance, désobéissance et autres manquemens envers l'autorité publique. pag. 81

§ I. Rébellion. Ibid.

§ II. Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publiques. 85

§ III. Refus d'un service dû légalement. 88

§ IV. Evasions de détenus, recèlemens de criminels. 89

§ V. Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics. 93

§ VI. Dégradations de monumens. 95

§ VII. Usurpation de titres ou fonctions. 96

§ VIII. Entraves au libre exercice des cultes. Ibid.

Sect. V. Association de malfaiteurs, vagabondage et mendicité. 98

§ I. Association de malfaiteurs. Ibid.

§ II. Vagabondage. 99

§ III. <i>Mendicité.</i>	pag. 100
<i>Dispositions communes aux vagabonds et mendiants.</i>	101
Sect. VI. <i>Délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures distribués sans nom d'auteur, imprimeur ou graveur.</i>	103
<i>Disposition particulière.</i>	105
Sect. VII. <i>Des associations ou réunions illicites.</i>	106
TITRE II. Crimes et délits contre les particuliers.	108
CHAP. I. Crimes et délits contre les personnes.	<i>Ibid.</i>
Sect. I. <i>Meurtre et autres crimes capitaux, menaces d'attentats contre les personnes.</i>	<i>Ibid.</i>
§ I. <i>Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.</i>	<i>Ibid.</i>
§ II. <i>Menaces.</i>	110
Sect. II. <i>Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires.</i>	111

- Sect. III. Homicide , blessures et coups involontaires ; crimes et délits excusables , et cas où ils ne peuvent être excusés ; homicide ; blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits. pag. 115**
- § I. *Homicide, blessures et coups involontaires.* Ibid.
- § II. *Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés.* 116
- § III. *Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits.* 118
- Sect. IV. Attentats aux mœurs. 119**
- Sect. V. Arrestations illégales et séquestrations de personnes. 123**
- Sect. VI. Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence. — Enlèvement de mineurs. — Infraction aux lois sur les inhumations. 125**
- § I. *Crimes et délits envers l'enfant.* Ibid.

§ II. <i>Enlèvement de mineurs.</i>	p. 129
§ III. <i>Infractions aux lois sur les inhumations.</i>	130
Sect. VII. <i>Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets.</i>	131
§ I. <i>Faux témoignage.</i>	Ibid.
§ II. <i>Calomnies, injures, révélation de secrets.</i>	133
CHAP. II. <i>Crimes et délits contre les propriétés.</i>	138
Sect. I. <i>Vols.</i>	Ibid.
Sect. II. <i>Banqueroutes, escroqueries, et autres espèces de fraude.</i>	147
§ I. <i>Banqueroute et escroquerie.</i>	Ibid.
§ II. <i>Abus de confiance.</i>	149
§ III. <i>Contravention aux réglemens sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gages.</i>	151
§ IV. <i>Entraves apportées à la liberté des enchères.</i>	153
§ V. <i>Violation des réglemens relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.</i>	Ibid.

(196)

§ VI. <i>Délits des fournisseurs.</i>	p. 160
Sect. III. <i>Destructions , dégradations , dommages.</i>	162
<i>Disposition générale.</i>	172

LIVRE IV.

Contraventions de Police et peines.

CHAP. I. <i>Des peines.</i>	173
CHAP. II. <i>Contraventions et peines.</i>	175
Sect. I. <i>Première classe.</i>	Ibid,
Sect. II. <i>Deuxième classe.</i>	178
Sect. III. <i>Troisième classe.</i>	183
<i>Disposition commune aux trois sections ci-dessus.</i>	186
<i>Disposition générale.</i>	Ibid.

FIN DE LA TABLE DES TITRES.

TABLE DES MATIÈRES,

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

Le chiffre indique l'article du Code.

A.

ABUS D'AUTORITÉ (Comment sont punis les) contre les particuliers, 184, 185, 186 et 187. — Contre la chose publique, 188, 189, 190 et 191. — Voyez *Déni de justice, Domicile des citoyens, Lettres, Violences, Emploi de la force publique.*

Abus de confiance. Peines contre celui qui abuse des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur pour lui faire souscrire à son préjudice des obligations, quittances ou décharges pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, 406. — Contre celui qui abuse d'un blanc-seing qui lui a été confié pour y écrire une obligation, décharge ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, 407. — Contre celui qui détourne ou dissipe au pré-

judice du propriétaire, possesseur ou détenteur, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou décharges qu'il devait rendre ou représenter, ou dont il devait faire un usage déterminé, 408. — Contre celui qui, après avoir produit dans une contestation judiciaire quelques titres, pièces ou mémoires, les aura soustraits de quelque manière que ce soit, et par qui est prononcée la peine contre ce dernier, 409.

Accouchement. Peines contre ceux qui ne déclarent pas l'accouchement, 346 et note.

Accusé au-dessous de seize ans. Quand et comment il peut être puni, 66, 67, 68 et 69.

Actes de l'état civil. Comment sont punis les délits relatifs à leur tenue, 192, 193, 194 et 195.

Adjoint au Maire. Voyez *Officier de l'état civil*.

Administrateurs. Peines contre ceux qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 130. — Dans les fonctions judiciaires, 131.

Adultère. Le meurtre commis par l'époux sur son épouse adultère et sur son complice est excusable; en quel cas, 324. — Par qui peut être dénoncé l'adultère, 336. — Peine de la femme adultère, 337. — Peine de son complice, 338. — Seules preuves admises contre celui-ci, *ibid.* — Quand et comment est puni le mari adultère, 339.

Affichés. Voyez *Ecrits*.

Affiches des arrêts. Quels arrêts sont affichés, et en quels lieux, 36.

Afficheurs. Voyez Ecrits.

Agens de change. Comment ils sont punis en cas de faillite, 404. — En cas de banqueroute frauduleuse, *ibid.*

Agens du Gouvernement. Voyez Fonctionnaires et Liberté individuelle.

Agriculture. Peines contre ceux qui en rompent ou en détruisent les instrumens, 451.

Amende (l') est peine correctionnelle, 9. — Elle est une peine commune aux matières criminelle et correctionnelle, 11. — L'exécution des condamnations à l'amende peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps, 52. — A quoi est donnée la préférence sur l'amende en cas de concurrence, 54 et 468. — Amende qui doit être prononcée dans tous les cas où la peine de faux n'est point accompagnée de la confiscation des biens, 164. — Quelle amende est prononcée contre les coupables de rébellion, 218. *Voyez passim et ubique.* — L'amende est peine de simple police, 464. — Quel taux elle ne peut excéder, 466. — *Voyez Contrainte par corps.*

Animal domestique (De quelle peine est puni celui qui tue sans nécessité l') d'autrui, et en quel lieu, 454, 479, 480 et 482.

Animaux ou Bestiaux infectés de maladies contagieuses (Peine contre tout gardien ou détenteur d') qui n'aura pas fait sa déclaration, et ne les aura pas tenus enfermés, 459. — Ou les aura laissés communiquer avec d'autres au mépris des défenses de l'adminis-

tration, 460. — Si la contagion est répandue parmi les autres animaux, 461.

Animaux malfaisans ou féroces. Peines contre ceux qui les laissent divaguer, 475, 476 et 478.

Arbres. Peines contre ceux qui abattent, mutilent ou écorcent les arbres appartenant à autrui, ou en détruisent les greffes, 445, 446, 447 et 448.

Argent. Voyez *Titre des matières d'or et d'argent.*

Armées de l'Empire. Quels condamnés sont déchus du droit d'y servir, 28.

Armes. Ce que l'on comprend dans ce mot, 101. — Exceptions, *ibid.* — Quelles armes constituent une réunion armée, 214 et 215.

Armes prohibées. Peines contre ceux qui en fabriquent ou en vendent, 314 et suiv. — Contre ceux qui en sont porteurs, *ibid.*

Arrestations illégales. Quelles peines elles entraînent contre les coupables et ceux qui les favorisent en prêtant un lieu de détention, 341 à 344.

Artifices. Peines contre ceux qui contreviennent à la défense d'en tirer, 471, 472, 473 et 474.

Ascendants. Voyez *Soustractions.*

Assassinat, (Quel meurtre est qualifié) 296. — De quelle peine il est puni, 302. — Quels criminels sont punis comme coupables d'assassinat, 303.

Assemblées. Voyez *Associations.*

Association de malfaiteurs. Voy. *Malfaiteurs*.

Associations et Réunions, soit littéraires, soit religieuses, soit politiques; avec quel agrément elles peuvent se former, et sous quelles conditions, 291. — Peines contre les chefs en cas d'infraction, 292. — Peines en cas de provocation dans ces assemblées à des crimes ou délits, 293. — Peine contre ceux qui prêtent leur maison pour ces réunions sans permission de l'autorité municipale, 294.

Attentat. Quand il y a attentat contre la personne de l'Empereur ou de sa famille, 88.

Attentats à la liberté. Voyez *Liberté individuelle*.

Attentats aux mœurs. Comment ils sont punis, 330 à 340. Voyez *Pudeur, Viol, Débauche, Prostitution, Adultère et Mariage*.

Aubergistes. Quand et de quoi ils sont responsables, 73 et note. — Peines contre les aubergistes qui sciemment inscrivent sous des noms faux ou supposés les personnes logées chez eux, 154. — Comment sont punis les vols qu'ils commettent, 386. — Peines contre les aubergistes qui négligent d'éclairer ou de nettoyer les rues et passages dans les communes où ce soin est à la charge des habitans, 471, 473 et 474. — Peines contre les aubergistes qui négligent d'inscrire sur leur registre les personnes qui logent une nuit chez eux, 475, 476 et 478.

Auteur. Voyez *Ecrits*.

Auteurs dramatiques. Peines contre les directeurs et entrepreneurs de spectacles qui font

représenter des pièces au mépris de leurs droits de propriété, 428 et 429.

Autorité municipale. Voyez Associations.

Avis. Voyez Ecrits.

Avortement. Quelle peine est infligée à ceux qui le procurent, et à la femme qui en est coupable, 317.

B.

Baisse. Voyez Joueurs.

Bandes armées. Peines contre ceux qui se mettent à la tête de bandes armées pour envahir des domaines, des places fortes, etc., ou pour piller les propriétés, ou faire résistance ou attaque envers la force publique, 96. — Contre ceux qui fournissent à ces bandes des munitions ou provisions, *ibid.* — Contre ceux qui leur fournissent retraite ou logement, et en quel cas, 99. — Exceptions pour ceux qui se retirent de ces bandes, 100.

Bannissement (Le) est peine infamante, 8. — De l'exercice de quels droits est privé à jamais le condamné au bannissement, 28. — Comment s'exécute le bannissement, 32. — De quelle durée il peut être, *ibid.* — Peine de l'infraction du bannissement, 33. — De quel jour se compte la durée du bannissement, 35. — Quelle proposition d'attentat ou de complot est punie du bannissement, 90. *Voyez passim.*

Banqueroutiers (Comment sont punis les frau-

duleux, 402. — Les simples, *ibid.* — Leurs complices, 403.

Bans de vendanges. Peines contre ceux qui y contreviennent, 475, 476 et 478.

Barres et Barreaux. Peines contre ceux qui en laissent dans les rues, places et lieux publics, 471, 472, 473 et 474.

Bateliers. Comment est puni le vol des choses qui leur sont confiées, 386 et 387.

Bestiaux. Voyez *Parcs de bestiaux*, *Empoisonnement de bestiaux* et *Terrain d'autrui préparé ou ensemencé*.

Bêtes de traits, de charge ou de monture. Voy. *Terrain d'autrui*.

Blessures et coups involontaires. Comment ils sont punis, 320.

Blessures et coups volontaires. Quelle peine leur est infligée s'il en est résulté maladie ou incapacité de travail pendant plus de vingt jours, 309 et 311. — S'il y a eu préméditation ou guet-apens, 310 et 311. — Si le crime est commis envers père ou mère, 312. — Si les crimes sont commis en réunion séditieuse, 313. — Quand ils sont excusables, 321 et 322. — Cas où il n'y a ni crime ni délit dans les blessures ou les coups, 327, 328 et 329.

Bois (De quelle peine est puni le vol de) dans les ventes, 388.

Boissons falsifiées. Peines contre ceux qui en vendent, 318, 475, 476 et 478.

Bornes (Peines contre le déplacement de) pour

commettre un vol, 389. — Peines contre ceux qui les déplacent ou les suppriment, 456.

Bris de prison. Voyez Détenus,

Bris de scellés. De quelles peines ils sont punis, 249, 250, 251 et 252. — Quand ils sont commis avec violence, 256. — Comment est puni le vol à l'aide de bris de scellés, 253. — Peines contre l'enlèvement de pièces ou de procédures criminelles, ou d'autres papiers, à l'aide de bris de scellés, 254, 255 et 256.

Bruits ou tapages injurieux ou nocturnes (Peines contre les auteurs ou complices de) troublant la tranquillité des habitans, 479, 480 et 481.

Brûlement. Voyez Destruction.

Bulletins. Voyez Ecrits.

C.

Cadavres. Peines contre ceux qui recèlent ou cachent le cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures, 359.

Calomniateur. Voyez Calomnies.

Calomnies. En quoi elles consistent, et peines contre ceux qui en répandent ou verbalement ou par écrit, 367; ou par les journaux étrangers, 369. — Quelle imputation est réputée fautive ou calomnieuse, 368. — Exception quand le fait imputé est prouvé vrai, 370. — Peines contre le calomniateur, si le fait

n'est pas légalement prouvé, 371 et 372.
Voyez *Dénonciation injurieuse et injures*.

Carcan (Le) est peine infamante, 8. — Quels condamnés y sont attachés, en quel lieu, pour quel temps et avec quel écriteau, 22. — Comment s'exécute la condamnation au carcan, 24. — De l'exercice de quels droits est privé à jamais le condamné à la peine du carcan, 28.

Castration. Quelle peine lui est infligée, 316.
— Cas où elle est excusable, 325.

Cautions de bonne conduite. De qui on peut l'exiger, et par qui elle peut être exigée, 44.
— Effet du défaut de ce cautionnement, *ibid.*
— Responsabilité des cautions, et en quels cas, 46.

Champs. Peines contre ceux qui ont glané, ratelé ou grpillé dans les champs non encore entièrement dépouillés de leurs récoltes, ou avant le lever ou après le coucher du soleil, 471, 473 et 474.

Chansons contraires aux bonnes mœurs. Comment en est punie la distribution, 287.

Charretiers. Voyez *Rouliers*.

Cheminées. Peine pour défaut d'entretien, de réparation et de nettoyage des cheminées, 471, 473 et 474.

Chevaux. De quelle peine est puni l'empoisonnement de chevaux et autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, 452. — Quand on les tue sans nécessité, 453. — Peines contre

ceux qui les font ou laissent courir dans l'intérieur d'un lieu habité, 475, 476 et 478.

Chiens. Peines contre ceux qui excitent ou ne retiennent pas leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans, 475, 476 et 478.

Chirurkien (Peine contre le) qui certifie fausement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, 160. — Peine contre celui qui procure l'avortement, 317. — Peines contre celui qui ne déclare pas l'accouchement, 346 et note. — Contre celui qui révèle les secrets qui lui ont été confiés, 378.

Choses nuisibles par leur chute ou par les exhalaisons insalubres. Peines contre ceux qui en jettent ou en exposent au-devant de leurs édifices, 471, 473 et 474.

Circonstances atténuantes. Autorisation donnée aux tribunaux de réduire l'emprisonnement, de combien, et l'amende, de combien, quand le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, 463. — Pouvoir même de prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, *ibid.*

Clefs. Voyez *Fausse clefs*. A quoi est condamné celui qui contrefait ou altère des clefs, 399. — S'il est serrurier, *ibid.*

Clôtures. Peines contre ceux qui les détruisent, 456.

Coalition des fonctionnaires. Voyez *Fonctionnaires*.

Coalitions des maîtres et des ouvriers. Voyez Manufactures et Ouvriers.

Code. A quoi ne s'appliquent point les dispositions du présent Code, 5.

Code Napoléon (Quelles dispositions du) doivent être exécutées, 73 et 74.

Comblement de fossés, (Peine contre le) 456.

Commandans de la force publique. Comment sont punis ceux qui refusent le service en cas de réquisition qui leur en est faite, 234.

Commandans des départemens. Voyez Fonctionnaires.

Commandans des divisions militaires. Voyez Fonctionnaires.

Commandans de gendarmerie. Voyez Gendarmerie.

Commandans des places et villes. Voyez Fonctionnaires.

Complices. De quelles peines ils sont punis, 59. — Quelles personnes sont réputées complices, 60. — Quelles personnes sont punies comme complices, 61 et 62.

Complot. Quand il y a complot contre la personne de l'Empereur ou de sa famille, 89.

*Concussions commises par des fonctionnaires publics. Comment elles se commettent, et de quelles peines elles sont punies, 174. — Celles commises par les préposés ou commis de ces fonctionnaires, *ibid.**

Condamné. Quand ses biens lui sont remis, et

par qui, 30. — Ce qui ne peut lui être remis pendant la durée de la peine, 31. Voyez *Solidarité*.

Conducteurs de voitures ou de bêtes de charge. Voyez *Rouliers*.

Confiscation générale. Avec quelle peine elle peut être prononcée, 7. — En quoi elle consiste, 37. — Elle n'est la suite nécessaire d'aucune condamnation, *ibid.* — De quoi elle demeure grevée, 38. — En faveur de qui l'Empereur peut disposer des biens confisqués, 39. — A quoi est donnée la préférence sur la confiscation, en cas de concurrence, 54. — Quels crimes emportent la confiscation, voyez *Crimes contre la sûreté de l'Etat*.

Confiscation spéciale (Quelle) est commune aux matières criminelle et correctionnelle, 17. — La confiscation de certains objets saisis est peine de simple police, 464 et 470.

Conscription militaire. Les lois pénales et réglemens y relatifs continuent de recevoir leur exécution, 235.

Conseillers d'Etat. Autorisations nécessaires pour les poursuivre, et sous quelles peines, 121 et note.

Constitutions de l'Empire; (Crimes et délits contre les) en quoi ils consistent, et comment ils sont punis, 109 et suiv.

Contrainte par corps, (Quelles condamnations entraînent la) 52. — Elle a lieu pour le paie-

ment de l'amende prononcée par les tribunaux de police, 467. — L'insolvabilité fait obtenir la liberté, *ibid.* — La contrainte par corps a lieu aussi pour restitutions, indemnités et frais, 469. — L'insolvabilité fait obtenir la liberté si les condamnations sont au profit de l'Etat, *ibid.*

Contravention, (Quelle infraction est une) 1.

— Quelle contravention ne peut être punie, 4.

— Quelles contraventions peuvent être punies d'une amende depuis un franc jusqu'à cinq francs inclusivement, et d'un emprisonnement de trois jours, indépendamment de la confiscation des objets saisis, 471, 472 et 473. — Peine pour la récidive, 474. — Quelles

contraventions peuvent être punies d'une amende depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement, et d'un emprisonnement de trois jours, indépendamment de la confiscation de certains objets saisis, 475, 476 et 477. — Peine pour la récidive, 478. — Quelles contraventions sont punies d'une amende de onze à quinze francs inclusivement, et d'un emprisonnement de cinq jours, indépendamment de la confiscation de certains objets saisis, 479, 480 et 481. — Peine pour la récidive, 482.

Contrefaçon. Sa définition; elle est un délit; peine contre les contrefacteurs et débitans de contrefaçons, 425, 426, 427 et 429.

Corps d'armée (Quel commandement de) est criminel, et comment il est puni, 93.

Corps Législatif. Autorisations nécessaires

*

pour poursuivre ses membres, et sous quelles peines, 121 et note.

Corruption des fonctionnaires. Voyez Fonctionnaires.

Coups. Voyez Blessures.

Courtiers. Quelle peine leur est infligée en cas de faillite, 404. — En cas de banqueroute fraudulente, *ibid.*

Coûtres de charrues. Peines contre ceux qui en laissent dans les champs, 471, 472, 473 et 474.

Crieurs. Voyez Ecrits.

Crime, (Quelle infraction est un) 1. — Quel crime ne peut être puni, 4.

Crimes contre la sûreté de l'Etat (Quels) emportent la peine de mort et la confiscation, 75, 76, 77, 79, 80, 81, (et exception) 82, (et exception) 83, 91, 92, 93, 95, 96 et 97.

Crimes excusables. Quels ils sont, 321, 322, 324 et 325. — A quoi est réduite leur peine, 326.

Cultes. Voyez Ministres de cultes, Entraves au libre exercice des cultes.

Curatelle. Quel condamné en est incapable, 28.

Curateur. A quels condamnés il en est nommé, et pourquoi, 29.

D.

Débauche. Peine contre ceux qui favorisent celle de la jeunesse, 334.

Défense de soi-même ou d'autrui (La) anéantit le crime et le délit, 328. — En quels cas il y a nécessité actuelle de défense, 329.

Dégat. Voyez *Pillage*.

Dégradation civique (La) est peine infamante, 8. — En quoi elle consiste, 34. — En quels cas elle est encourue par les officiers de police judiciaire, les procureurs généraux ou impériaux, les substituts et les juges, 121, 122 et 127; par les préfets, sous-préfets, maires et autres, 130.

Dégradation de monumens. Comment elle est punie, 257.

Délit, (Quelle infraction est un) 1. — Quel délit ne peut être puni, 4.

Délits excusables. Quels ils sont, 321 et 322. — A quoi est réduite leur peine, 326.

Démence, (L'état de) et en quel temps, anéantit le crime ou le délit, 64.

Démissions concertées des fonctionnaires, (Peines contre les) 126.

Déni de justice (Comment est puni le) après les réquisitions et avertissemens nécessaires, 185.

Dénonciation calomnieuse. Peines contre celui qui s'en rend coupable, 373 et 374.

Déportation (La) est peine infamante, 7. — En quoi elle consiste, 17. — Quand elle est convertie en travaux forcés à perpétuité, *ibid.* — Condamnation à la déportation emporte la mort civile, 18. — Quand elle est encourue par le banni, 33. — La déportation ne peut être prononcée contre un septuagé-

naire, 70. — Comment elle est remplacée à son égard, 71.

Déporté. Quand il est condamné aux travaux forcés à perpétuité, 17. — Quand il est reconduit au lieu de sa déportation, *ibid.* — Le Gouvernement peut lui accorder l'exercice des droits civils, ou de quelques-uns, et en quel lieu, 18.

Déposition en justice. Quel condamné ne peut déposer en justice, 28.

Descendants. Voyez *Soustractions.*

Dessin. Voyez *Contrefaçon.*

Destruction (Comment est punie la) volontaire des édifices, ponts et chaussées appartenant à autrui, 437. — S'il y a blessures ou homicides, *ibid.* — La destruction ou brûlement de registres, titres, actes, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, 439.

Détentions arbitraires. Peines contre les fonctionnaires publics, et quels fonctionnaires, qui auront refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires, 119. — Dans quels cas les concierges et gardiens sont coupables de détentions arbitraires, 120.

Détenu pour délit correctionnel. A quoi s'appliquent les produits de son travail, 41. Voyez *Emprisonnement.*

Détenus. Voyez *Evasions de détenus.* Peines contre ceux qui tentent de s'évader par violence ou bris de prison, et quand sont supportées ces peines, 345.

Dévastation des récoltes. — Voyez *Récoltes*.

Devin. Voyez *Pronostic* et *Songes*.

Dimanche. Il ne se fait point d'exécution ce jour-là, 25.

Directeurs de spectacles. Voyez *Auteurs dramatiques*.

Distributeurs. Voyez *Ecrits*.

Domestiques, (De quelle peine est puni le vol des) 386.

Domicile des citoyens. Comment est puni l'introduction des fonctionnaires dans le domicile des citoyens, hors les cas prévus par la loi, et sans les formalités qu'elle a prescrites, 184.

Domage. Peine contre ceux qui le causent volontairement aux propriétés mobilières d'autrui, 74 et note, et 479.

Domages et intérêts. La condamnation aux peines ne leur préjudicie pas, 10. — Quand ils ne peuvent être au-dessous du quart des restitutions, 51. — On ne peut en prononcer l'application à œuvre quelconque, *ibid.* — L'exécution des condamnations aux dommages-intérêts peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps, 52. — En cas de concurrence ils obtiennent la préférence sur l'amende et la confiscation, 55.

Droits civils. Peines contre ceux qui empêchent un ou plusieurs citoyens de les exercer, par attroupement; voies de fait ou menaces, 109. — Peines en cas que ce soit le résultat d'un plan concerté, et entre qui, 220.

Droits civils, civils ou de famille (L'interdiction à temps des) est peine correctionnelle, 9. — De l'exercice de quels de ces droits les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent prononcer l'interdiction, 42. — Quand les tribunaux la peuvent prononcer, 43.

E.

Echenillage dans les campagnes et jardins. Peines contre ceux qui le négligent, 471, 473 et 474.

Ecrits. Comment sont punies les publications et distributions d'écrits, ouvrages, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques et autres imprimés où ne se trouve pas l'indication vraie des noms, professions et demeure de l'auteur ou de l'imprimeur, 283. — A l'égard de qui la peine est réduite, 284. — Comment sont punis les crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs, si l'écrit imprimé contient quelque provocation à des crimes ou délits, 285. — Quand il y a confiscation des exemplaires saisis, 286. — Peine contre la distribution d'écrits contraires aux bonnes mœurs, 287. — Ces écrits doivent être mis au pillon, 477. — Peine contre les crieurs, vendeurs ou distributeurs qui font connaître la personne qui les leur a remis, 284 et 288. — Quelle peine est infligée à l'auteur, s'il est connu, 289. Voyez *Contrefaçon*.

Ecrits injurieux. Voyez *Calomnie* et *Injures*.

Edifices menaçant ruine. Peines contre ceux qui refusent d'obéir à la sommation de les réparer ou de les démolir, 471, 473 et 474.

Effraction. (Vols avec) Leurs peines suivant leurs différens caractères, 380 et 384. — Définition de l'effraction, 393. — Des effractions extérieures et des effractions intérieures, 394, 395 et 396.

Empereur. (L') En faveur de quels parens du condamné il peut disposer des biens confisqués, 39. — L'attentat ou complot contre la vie ou la personne de l'Empereur est crime de lèse-majesté, et est puni de mort et de confiscation, 86.

Empiétemens des autorités administratives et judiciaires. En quoi ils consistent, et comment ils sont punis, 127 et suiv.

Emploi de la force publique (Comment est puni l') contre l'exécution d'une loi ou d'une ordonnance ou mandat de justice, ou contre la perception d'une contribution légale, 188, 189 et 191. — Exceptions, 190.

Empoisonnement. En quoi il consiste, 301. — Sa peine, 302.

Empoisonnement de bestiaux et de poissons. De quelle peine il est puni, 452.

Emprisonnement (L') à temps dans un lieu de correction est peine correctionnelle, 9. — Où est enfermé celui condamné à l'emprisonnement, et à quoi il est employé, 40. — Quelle

est la durée de cette peine, *ibid.* Voyez *Détenu pour délit correctionnel*. — Quand la durée de l'emprisonnement peut être réduite, 53. — L'emprisonnement est peine de simple police, 464. — De quelle durée il peut être, 465.

Enchères. Peines contre ceux qui en troublent la liberté, ou écartent les enchérisseurs par dons ou promesses, 412.

Enchérisseurs. Voyez *Enchères*.

Enclos, (Ce qui est réputé) 391 et 392.

Enfans. Voyez *Soustractions*.

Enfant. (Crimes et délits envers l') Peines contre les coupables d'enlèvement, de recélé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, 345.

Enfant confié. Peines contre ceux qui portent aux hospices l'enfant au-dessous de sept ans qui leur a été confié, 348. — Exceptions, *ibid.*

Enfant exposé. Peines contre ceux qui exposent ou délaissent en un lieu solitaire un enfant au-dessous de sept ans, 349. — Si ce sont les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices, 350 et 353. — Si l'enfant est demeuré estropié ou mutilé, 351. — Si la mort s'en est ensuivie, *ibid.* — Peines contre ceux qui l'exposent ou le délaissent en un lieu non solitaire, 352 et 353.

Enfant nouveau-né. Peines contre ceux qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'ont pas remis à l'officier de l'état civil, 347. — Exceptions, *ibid.*

Enlèvement d'enfant. Voyez *Enfant.*

Enlèvement de mineurs. Voyez *Mineurs.*

Enlèvement de pièces, de papiers, de registres, etc. Comment il est puni, voyez *Bris de scellés.*

Entraves au libre exercice des cultes, (Comment sont punies les) et par quels moyens s'apportent ces entraves, 260 et 261.

Entrepreneurs de spectacles. Voyez *Auteurs dramatiques.*

Escalade, (En quels cas il y a) 397.

Escroquerie. Par quels moyens elle se pratique; sa punition, 405.

Espèces. Voyez *Monnaies.*

Etat. (L') Voyez *Crimes contre la sûreté de l'Etat.*

Etat civil. Voyez *Actes de l'état civil et Officiers de l'état civil.*

Evasion de détenus. Comment sont punis ceux qui en sont coupables, 237 à 246. — Exceptions, 247.

Excavations. Peines contre ceux qui négligent d'éclairer les excavations par eux faites dans les rues et places, 471, 473 et 474.

Excuse. Quand elle peut être admise, 65. — Quand le fait d'excuse est prouvé, comment la peine est réduite, 326.

Exécutions. Quels jours il ne s'en fait point, 25.

— Où se font les exécutions, 26.

Exercice des cultes. Voyez *Entraves au libre exercice des cultes.*

Expert. Quel condamné ne peut l'être, 28.

Exposition d'enfant. Voyez *Enfant exposé.*

Expressions outrageantes. Voyez *Injures.*

Extorsion par force ou violence (De quoi est punie l') d'un écrit, d'un acte, d'un titre, 400.

F.

Famille impériale. Comment sont punis les attentats ou complots contre ses membres, 87.

Fausse. De quelle lettre il est marqué, 20. — La marque est infligée à tout faussaire condamné soit aux travaux forcés à temps, soit même à la réclusion, 165.

Fausse monnaie. Quelles peines pour la fausse monnaie d'or ou d'argent, 132; pour celle de billon ou de cuivre, 133; pour fausse monnaie étrangère, 134. — Exceptions en faveur de ceux qui ont reçu les pièces pour bonnes, 135. Voyez *Révélation.*

Fausse clefs, (Quels instrumens sont qualifiés) 298. Voyez *Clefs.*

Faux. Voyez *Fausse monnaie, Sceaux de l'Etat.* — Comment sont punis ceux qui ont

contrefait des effets émis par le trésor public avec son timbre, ou les billets de banque, ou les timbres nationaux, ou les marteaux de l'Etat servant aux marques forestières, ou les poinçons servant à marquer les matières d'or et d'argent, 139 et 140. — Ceux qui ont fait usage de ces objets falsifiés, *ibid.*; ceux qui se sont procuré induement les vrais, et en ont fait un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, 141 et 143. — Exceptions, 163. — Comment sont punis les coupables de faux en écritures publiques ou authentiques, et de commerce ou de banque, et ceux qui ont fait usage des faux, 145, 146, 147 et 148. — Exceptions, 149. — Les coupables de faux en écriture privée, et ceux qui ont fait usage du faux, 150, 151 et 152. — Les coupables de faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats, ou ceux qui font usage desdites pièces fausses, 153, 156 et 158. — Peines contre ceux qui se font délivrer une feuille de route sous un nom supposé, 157; contre l'officier qui est instruit de la supposition de nom lorsqu'il délivre soit le passeport, soit la feuille de route, 155 et 158. — Peines contre ceux qui fabriquent, sous la nom d'un médecin, chirurgien, officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, 159.

Faux poids et fausses mesures, (Peines contre ceux qui vendent à) 423. Exceptions, 424. — Peines contre ceux qui ont de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, etc., 479, 480, 481 et 482.

Faux serment. Peine contre celui qui s'en rend coupable, 366.

Faux témoignage. Peines contre ceux qui s'en rendent coupables en matières criminelle, correctionnelle ou civile, 361, 362, 363 et 364. Voyez *Subornation de témoins*.

Femme. Voyez *Soustractions*.

Femmes. A quoi et où sont employées celles condamnées aux travaux forcés, 15 et 16. — Quand est exécutée à mort la femme qui se déclare enceinte, 27.

Fêtes nationales ou religieuses. Il ne se fait point d'exécution ces jours-là, 25.

Feuille de route. Voyez *Faux*.

Feuilles périodiques. Voyez *Ecrits*.

Filles. A quoi et où sont employées celles condamnées aux travaux forcés, 15 et 16.

Filouteries. Quelles peines leur sont infligées, 401.

Flétrissure. A qui, où, quand et comment elle s'imprime, 20.

Fonctionnaires. Peines contre ceux qui se coalisent et concertent des mesures contraires aux lois, 123, ou contre l'exécution des lois, ou contre les ordres du Gouvernement, 124. — Quand la coalition a lieu avec des corps militaires ou leurs chefs, *ibid.* — Quelle peine quand l'objet ou le résultat a été un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'Etat, 125. — Quelle peine quand ils ont concerté leurs démissions, 126. Voyez *Con-*

ussions et Soustractions. — Peines contre les fonctionnaires et agens du Gouvernement qui s'ingèrent dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité, 175; contre les commandans des divisions militaires, des départemens ou des places et villes, préfets, sous-préfets, 176. — Peines contre les fonctionnaires qui se laissent corrompre, 177, 178, 181, 182 et 183; contre les corrupteurs, 179 et 180. — Peine contre le fonctionnaire qui entre en fonctions sans avoir prêté le serment, 196; contre celui qui, révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, continue d'exercer ses fonctions, 197; contre celui qui participe aux crimes ou délits qu'il était chargé de surveiller ou de réprimer, 198. Voyez *Viol.*

Fonctions publiques, civiles ou militaires. (Comment sont punis ceux qui, sans titre, s'immiscent dans les) 258 et 259.

Force, (La) et quelle force, anéantit le crime ou le délit, 64.

Force publique (Quelle direction de la) est crime, et quelle peine elle encourt, 94.

Forfaiture. En quels cas s'en rendent coupables les officiers de police judiciaire, les procureurs généraux ou impériaux, les substituts et les juges, 121. Voyez *Fonctionnaires.* — Ce qui est une forfaiture de la part d'un fonctionnaire public, 166; comment elle est punie, 167; ce qui ne le constitue pas en forfaiture, 168.

Fossés. Voyez Comblement de fossés.

Fournisseurs (Peines contre les) et leurs agens qui font manquer le service des armées de terre et de mer, 430 et 431; contre leurs complices, 432. — Lorsqu'il y a seulement retard dans le service, 433.

Fours. Peine pour défaut d'entretien et de réparation des fours, 471, 473 et 474.

Fous ou furieux. Peines contre ceux qui les laissent divaguer, 475, 476 et 478.

Frais (L'exécution des condamnations aux) peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps, 52.

Fruits. Peines contre ceux qui cueillent ou mangent les fruits d'autrui sur le lieu même, 471, 473 et 474.

Furieux. Voyez *Fous*.

G.

Gardes champêtres et Gardes forestiers. Quelles peines ils encourent si des délits de police correctionnelle, et quels délits, ont été commis par eux, 462.

Gardiens et Concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine. Voyez *Détentions arbitraires*. — Peines qu'ils encourent en cas d'évasion de détenus par leur négligence ou leur connivence, ou bris de prison favorisé, 237 à 243. — Quand les peines peuvent cesser, 247.

Gendarmerie (Peines contre les commandans en chef ou en sous-ordre de la) qui laissent évader des détenus par négligence ou connivence, 237 et suiv. — Quand les peines peuvent cesser, 247.

Geoliers. Voyez Gardiens et Concierges.

Glanage et Grapillage. Voyez Champs.

Gouvernement. Voyez Renvoi sous la surveillance de la haute police. — Comment est puni le crime tendant à détruire le Gouvernement, 87.

Grains ou Fourrages (Peines contre ceux qui coupent les) appartenant à autrui, 449. — S'ils les coupent en vert, 450.

Gravures contraires aux mœurs. Peines contre ceux qui les exposent, 287. — Ces gravures sont mises au pillon, 477.

Greffes. Voyez Arbres.

Guerre civile. Comment est puni tout attentat ou complot tendant à l'exciter, 91.

Guet-Appens. En quoi il consiste, 298.

H.

Haies (Peines contre ceux qui coupent ou arrachent les) vives ou sèches, 456.

Hausse. Voyez Joueurs.

Homicide (Quel) est qualifié meurtre, 295. —

Quels homicides ne sont ni crime ni délit, 327, 328 et 329.

Homicide involontaire. De quelle peine il est puni, 319.

Hospices. Sont confisquées au profit de ceux des lieux où la corruption des fonctionnaires publics s'est commise, les choses livrées par le corrupteur, 180. — Quand ceux qui sont admis dans les hospices sont punis comme rebelles, 219.

Hôteliers. Quand et de quoi ils sont responsables, 73. — Comment sont punis les vols qu'ils commettent, 386. — Peines contre eux quand ils négligent d'inscrire sur leur registre les personnes qui logent une nuit chez eux, 475, 476 et 478.

Huissiers. Peines qu'ils encourent en cas d'évasion de détenus par négligence ou connivence, 237, 238, 239 et 240. — Quand les peines peuvent cesser, 247.

I.

Images contraires aux bonnes mœurs. Comment l'exposition en est punie, 287. — Exceptions, 288.

Immondices. Peines contre ceux qui imprudemment en jettent sur quelques personnes, 471, 473 et 474.

Impression d'arrêts. Quels arrêts sont imprimés, 36.

Imprimés. Voyez *Ecrits*.

Imprimeurs. Voyez *Ecrits*.

Incendie des propriétés de l'Etat, (Comment est puni l') 95. — Des propriétés des particuliers, 434 et 435. — La menace d'incendie, 436. — Peines contre les incendies par vétusté ou par défaut de réparation des forges, fours, cheminées, maisons ou usines prochaines, 458. — Ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, etc., *ibid.* — Ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence, *ibid.*

Indemnités. Voyez *Domages-intérêts*.

Infanticide, (Quel meurtre est qualifié) 300.

Infractions (Quelles) sont ou contravention, ou délit, ou crime, 1.

Inhumations. Peines contre ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, ont fait inhumer un individu décédé, 358. — Voyez *Cadavres*, *Tombeaux* et *Sépultures*.

Injures ou expressions outrageantes (Quelles) entraînent une peine correctionnelle, et quelle peine, 375. — Quelles autres injures ne donnent lieu qu'à une peine de simple police, 376. — Quelles peines contre celles contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties ou dans les

plaidoyers, 377. — Quand les injures ou écrits injurieux portent le caractère de calomnie grave, *ibid.* — Peines contre ceux qui, sans provocation, proferent des injures autres que les calomnies, 471, 473 et 474.

Inondations des chemins ou propriétés d'autrui.

Peines contre les propriétaires ou fermiers de moulins, usines ou étangs qui les causent, 457.

Instituteurs. Voyez Viol.

Instrumens d'agriculture. Voyez Agriculture.

Interdiction (Est peine correctionnelle l') de certains droits, et de quels droits, 9. — Quel condamné est dans une *interdiction légale*, 29. — De l'exercice de quels droits les tribunaux jugeant correctionnellement peuvent prononcer l'interdiction, 42. — Quand les tribunaux la peuvent prononcer, 43.

J.

Jeux de hasard. Voyez Maisons de Jeux et Jeux de loterie.

Jeux de loterie et Jeux de hasard. Peines contre ceux qui en établissent ou en tiennent dans les rues, chemins, places et lieux publics, 475, 476 et 478.

Joueurs à la hausse et à la baisse (Peines contre les) sur les marchandises, 419 et 420. — Sur les effets publics, 421. — Ce qui est réputé pari sur la hausse ou la baisse des effets publics, 422.

Journaux. Voyez *Ecrits.*

Juges. Voyez *Fonctionnaires.* — De quoi sont coupables et comment sont punis les juges qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 127; ou qui s'immiscent dans les fonctions administratives, *ibid.* — Comment sont punis les juges qui procèdent au jugement d'affaires revendiquées par l'autorité administrative avant la décision de l'autorité supérieure, 128. — Comment sont punis ceux qui, sans autorisation du Gouvernement, rendent des ordonnances ou décernent des mandats contre les agens ou préposés prévenus de crimes ou délits dans l'exercice de leurs fonctions, 129.

Juré. Quel condamné ne peut l'être, 28. — Peines contre le juré qui ne comparait pas et allégué une excuse fausse, 236 et note.

L.

Larcins. Quelle peine leur est infligée, 401.

Lèse - Majesté. (Crime de) Quel il est, et comment il est puni, 86.

Lettres (Suppression ou ouverture de) confiées à la poste. Comment elles sont punies, 187.

Liberté des enchères. Voyez *Enchères.*

Liberté individuelle. Comment est puni le fonctionnaire public, l'agent ou le préposé

du Gouvernement qui fait ou ordonne quelque acte attentatoire à la liberté individuelle, 114. — Exception, *ibid.* — Si c'est un ministre qui fait ou ordonne cet acte, 116. — Obligation du ministre dont la signature a été surprise à cet égard, *ibid.* — Dommages-intérêts dus au détenu illégalement et arbitrairement, 117. — Peine contre celui qui a falsifié la signature du ministre, *ibid.* — Obligation, et sous quelle peine, des fonctionnaires publics de constater les détentions illégales, 119.

Liberté provisoire. Pour quelle insolvabilité, pour quelles condamnations, et après quel temps elle peut être obtenue, 53.

Libre exercice des cultes. Voyez *Entraves.*

Logement. Ceux qui le donnent aux brigands sont réputés leurs complices et punis comme tels, 61. — Comment sont punis ceux qui le donnent aux bandes de malfaiteurs, 268.

Logeurs (Peines contre les) et loueurs de maisons garnies qui sciemment inscrivent sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, 154. — Peines contre ceux qui négligent d'inscrire sur leurs registres les personnes qui logent une nuit chez eux, 475, 476 et 478.

Lois (Les) actuellement en vigueur doivent être observées et exécutées en tout ce qui n'a pas été réglé par le présent Code, 484.

Loteries non autorisées. Peines contre ceux qui en établissent ou en tiennent, 410.

Loueurs de maisons garnies. Voyez *Logeurs.*

M.

Magistrats. Voyez *Outrages.*

Maires. Comment sont punis ceux qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 130.

— Dans les fonctions judiciaires, 131. — Voyez *Officiers de l'état civil.*

Maison habitée, (Ce qu'on entend par) 390.

Maisons de jeux de hasard. Peines contre ceux qui tiennent de ces maisons et y admettent le public, et contre les banquiers de ces maisons, 410.

Maisons de prêt non autorisées. Peines contre ceux qui en établissent ou en tiennent, 411. — Contre ceux qui, en tenant de légales, ne tiennent pas de registre conforme aux réglemens, *ibid.*

Malfaiteurs. Leur association est un crime; comment ce crime existe; comment sont punis les auteurs, directeurs de l'association, les chefs et sous-chefs de bandes, 265, 266 et 267. — Comment sont punis ceux qui leur fournissent des armes, munitions, instrumens de crime, logement, retraite ou lieu de réunion, 268. — Quand les malfaiteurs sont punis comme coupables d'assassinat, 303.

Manufactures. Peines contre la violation des réglemens d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exportent à l'étranger, 413. — Peines contre

les coalitions entre ceux qui sont travaillés des ouvriers pour faire baisser les salaires, 414. Voyez *Ouvriers*. — Peines contre ceux qui, pour nuire à l'industrie française, font passer en pays étranger des directeurs, commis, ou des ouvriers d'un établissement, 417. — Contre les directeurs, commis, ouvriers qui communiquent aux étrangers ou aux français résidant en pays étrangers des secrets des fabriques où ils sont employés, et même à des Français résidant en France, 418.

Mari. Voyez *Soustractions*.

Mariage. Voyez *Ministres de cultes*. — Peines contre celui qui, engagé dans les liens du mariage, en contracte un autre avant la dissolution du précédent, 340. — Peines contre l'officier public qui y prête son ministère, connaissant l'existence du précédent, *ibid*.

Marque. (La) Avec quelle peine elle peut être prononcée, 7. Voyez *Flétrissure* et *Vagabonds*.

Matériaux. Peines contre ceux qui négligent d'éclairer les matériaux par eux entreposés, 471, 473 et 474.

Médecin (Peine contre le) qui certifie faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, 160. — Peine contre celui qui procure l'avortement, 317. — Peines contre celui qui ne déclare pas l'accouchement, 346 et note. — Contre celui qui révèle les secrets qui lui ont été confiés, 378.

Menaces d'assassinat, d'empoisonnement et

autres attentats. Comment elles sont punies, faites par écrit ou verbalement, 305 à 308.

— Avec ordre de déposer de l'argent dans tel lieu, 306 et 307.

Mendians. Quand peuvent être arrêtés et punis les mendians soit valides, soit invalides, et quelle punition leur est infligée, 274 et 275. — Quand ils usent de menaces ou entrent sans permission dans les maisons, 276. — Quand ils feignent des plaies ou infirmités, *ibid.* — Ou quand ils mendient en réunion, *ibid.* — Exception, *ibid.* — Quelle peine quand eux ou les vagabonds mendient travestis, qu'ils sont porteurs d'armes, munis de limes, crochets et autres instrumens, 277. — Qu'ils sont porteurs d'un ou de plusieurs effets au-dessus de cent francs, 278. — Quand ils exercent des violences, 279. Voyez *Vagabonds.*

Mesures. Voyez *Faux poids.*

Meurtre, (Quel homicide est qualifié) 295. — Quel meurtre est qualifié assassinat, 296. — Parricide, 299. — Infanticide, 300. — Quand le meurtre emporte la peine de mort, 304. — Exceptions, *ibid.* — Quel meurtre est excusable, 321, 322 et 324.

Militaires. (Contraventions, délits et crimes) Le Code ne s'y applique pas, 5. — Peines contre ceux qui se coalisent avec les fonctionnaires, et concertent des mesures contraires aux lois, ou contre l'exécution des lois, ou contre les ordres du Gouvernement, 124. — Quelle peine quand l'objet ou le résultat a

été un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'Etat, 125.

Mineurs. Peine contre ceux qui, par fraude ou violence, les enlèvent ou font enlever, les entraînent, détournent ou déplacent, ou les font entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils avaient été mis par les personnes à l'autorité ou à la direction desquelles ils étaient soumis ou confiés, 354. — Si la personne enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis, 355. — Si le ravisseur est ou n'est pas majeur, 356. — Exceptions dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille enlevée, 357.

Ministère public (Peine contre les officiers du) qui requièrent des ordonnances ou mandats contre les agens ou préposés du Gouvernement sans autorisation préalable, 129.

Ministres. Voyez *Liberté individuelle*. — Autorisations nécessaires pour poursuivre les ministres, et sous quelles peines, 121 et note.

Ministres de cultes (Peines contre les) qui procèdent aux cérémonies religieuses des mariages sans qu'on leur ait justifié de l'acte civil de mariage, 199. — Peines en cas de récidives, 200. — En cas de discours ou d'instructions pastorales écrites, contenant la censure du Gouvernement, d'une loi, d'un décret impérial, ou de tout autre acte de l'autorité publique, 201 et 204. — De provocation à la désobéissance ou de soulèvement des citoyens, 202 et 205. — S'il s'en est ensuivi sédition ou révolte, 203 et 206. — En cas de

correspondance sur les matières religieuses avec une cour ou une puissance étrangère, sans en avoir informé le ministre chargé de la surveillance des cultes, et sans son autorisation, 207 et 208. — Peines contre ceux qui frappent le ministre d'un culte dans ses fonctions, 263 et 264. — Peines contre le ministre d'un culte qui viole, 333. Voyez *Viol.*

Mœurs. Voyez *Attentats aux mœurs.*

Monnaies. Voyez *Fausse monnaie.* Peines contre ceux qui refusent de recevoir les espèces et monnaies nationales non fausses ni altérées, 475, 476 et 478.

Monumens. Voyez *Dégradation de monumens.*

Mort (La) est peine afflictive et infamante, 7. — Comment s'exécute la condamnation à mort, 12. — Celle du parricide, 13. — Quels crimes emportent la peine de mort. Voyez *Crimes contre la sûreté de l'Etat.*

Mort civile, (Quelles condamnations emportent la) 18.

Munitions. Comment sont punis ceux qui en fournissent aux bandes de malfaiteurs, 268.

Musique. Voyez *Contrefaçon.*

N.

Nettoyage (Peines pour défaut de) des fours, cheminées et usines, 471, 473 et 474.

Non révélation. Voyez *Révélation.*

O.

Officier de santé (Peine contre l') qui certifie faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, 160. — Peine contre celui qui procure l'avortement, 317. — Peines contre celui qui ne déclare pas l'accouchement, 346 et note. — Contre celui qui révèle les secrets qui lui ont été confiés, 378.

Officiers de l'état civil. Peines contre ceux qui inscrivent des actes de l'état civil sur des feuilles volantes, 192. — Contre ceux qui ne s'assurent point de l'existence du consentement des pères, mères et autres personnes, lorsque la loi le prescrit pour le mariage, 193. — Lorsqu'ils reçoivent, avant les dix mois de la dissolution du mariage, l'acte de mariage d'une femme ayant déjà été mariée, 194. — Quelles peines sont en outre réservées, 195. Voyez *Mariage*.

Officiers de la force publique. Voyez *Refus de service*.

Officiers de police (Peine contre les) qui requièrent des ordonnances ou mandats contre les agens ou préposés du Gouvernement, sans son autorisation préalable, 129.

Officiers de police judiciaire. De quoi se rendent coupables et comment sont punis ceux qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 127. — Dans les fonctions administratives, *ibid.*

Or. Voyez Titre des matières d'or et d'argent.

Opposition (Comment est punie l') à la confection de travaux autorisés par le Gouvernement , 438.

Outrages aux objets d'un culte. Comment ils sont punis , 262.

Outrages et violences (Comment sont punis les) envers les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, faits par paroles ou par gestes, dans l'exercice de leurs fonctions, 222 et 223. — Envers un officier ministériel, un agent de la force publique, un commandant de la force publique, 224, 225, 226 et 227. — Si des coups ont été portés, 228, 229 et 230. — S'il y a eu effusion de sang et blessures, 231 et 232. — S'il y a eu préméditation ou guet-apens, 232. — Si les blessures portent le caractère de meurtre, 233.

Ouverture de lettres confiées à la poste. Voyez *Lettres.*

Ouvrages. Voyez *Ecrits.*

Ouvriers. Quand ils sont punis comme rebelles , 219. — Peines contre leurs coalitions tendant à faire cesser en même temps de travailler, 415 et 416. — Pour faire enchérir les travaux, *ibid.* — Peines contre les chefs ou moteurs de ces coalitions, *ibid.*

P.

Pamphlets contraires aux bonnes mœurs. Comment en est punie la distribution, 287.

Papiers, pièces, procédures, etc. Voyez Bris de scellés.

Parc, (Ce qui est réputé) 391 et 392.

Parcs de bestiaux. Peines contre ceux qui les rompent ou les détruisent, 451. — Les cabanes des gardiens, *ibid.*

Pari. Voyez Joueurs.

Parricide. Son exécution, 13. — Quel meurtre est qualifié parricide, 299. Voyez Poing droit. — Peine des parricides, 302. — Le parricide n'est jamais excusable, 323.

Passeport. Voyez faux.

Peine. (La) Quand elle peut être mitigée, 65.

Peines (Nature des) en matière criminelle, 6° — Quelles sont les peines en matière correctionnelle, 9. — Quelles peines sont afflictives et infamantes, 7. — Celles simplement infamantes, 8. — A quoi ne préjudicie pas la condamnation aux peines, 10. — Quelles sont les peines de simple police, 464.

Peinture. Voyez Contrefaçon.

Personnes. Voyez Séquestration de personnes.

Petite voirie. Peines contre ceux qui négligent ou refusent d'exécuter les réglemens ou arrêts la concernant, 471, 473 et 474.

Pharmaciens. Peine contre celui qui procure l'avortement, 317. — Peines contre les pharmaciens qui révèlent les secrets qui leur ont été confiés, 378.

Pieds corniers. Peines contre ceux qui les déplacent ou les suppriment, 456.

Pierres dans les carrières. (Vol de) Comment il est puni, 388.

Pierres ou autres corps durs. Peines contre ceux qui en jettent contre les maisons, édifices ou clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos, ou sur quelqu'un, 475, 476 et 478.

Pillage ou dégât (Comment est puni le) de denrées, marchandises, etc., 440, 441, 442 et 443.

Pièces. Peines contre ceux qui en laissent dans les rues, places et lieux publics, 471, 472, 473 et 474.

Poids. Voyez *Faux poids*.

Poing droit (Le) est coupé au parricide, 13.

Poissons (De quelle peine est puni le vol de) en étang, vivier ou réservoir, 388. — De quelle peine est puni leur empoisonnement, 452.

Port d'armes. Quels condamnés sont déchus du droit de port d'armes, 28.

Préfets. Comment sont punis ceux qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 130, ou s'immiscent dans les fonctions judiciaires, 131. Voyez *Fonctionnaires*.

Préjudice. Voyez *Circonstances atténuantes*.

Préméditation. En quoi elle consiste, 297.

Préposé du Gouvernement. Voyez *Liberté individuelle*.

Préposés. De quelle peine est puni le vol des choses confiées, fait par les préposés des au-

bergistes, hôteliers, bateliers et voituriers, 386 et 387.

Prisonniers. Quand ils sont punis comme rebelles, 219.

Procureurs généraux et Procureurs impériaux. De quoi se rendent coupables et comment sont punis ceux qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 127; ou dans les fonctions administratives, *ibid.*

Pronostic. Peines contre ceux qui font métier de pronostiquer, 479, 480 et 482. — Leurs instrumens, ustensiles et costumes sont saisis et confisqués, 481.

Pronostiqueurs. Voyez *Pronostic.*

Prostitution. Peine contre ceux qui favorisent celle de la jeunesse, et de quel âge, 334. — Si ce sont les pères, mères, tuteurs ou autres chargés de la surveillance, 334, 335 et note.

Provocateurs aux crimes contre la sûreté de l'Etat. Comment ils sont punis, 102.

Pudeur. Comment sont punis les outrages publics à la pudeur, 330. Voyez *Viol.*

R.

Rapt. (Crime de) Voyez *Mineurs.*

Ratelage. Voyez *Champs.*

Ravisseurs. Voyez *Mineurs.*

Rebelles. Voyez *Rébellion.*

Rébellion. Comment est punie celle envers les officiers ministériels, gardes champêtres et forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les officiers agissant pour l'exécution des lois, ordres, mandats de justice et jugemens, etc., 209. — Si elle a été commise par plus de vingt personnes armées, 210. — Par trois personnes ou plus non armées, 211. — Par une ou deux personnes armées ou non armées, 212. — Quelle peine est infligée aux rebelles faisant partie d'un attroupement ou d'une bande, sans fonctions ni emplois dans la bande, et qui se retirent au premier avertissement de l'autorité publique, 213. — Quelle réunion est réputée armée, 214 et 215. — De quelle peine sont punis les crimes et délits commis à l'occasion d'une rébellion, 216. — Quand le provocateur est ou non coupable de rébellion, 217. — Quelle amende pour rébellion, 218. — Quelles réunions sont punies comme réunions de rebelles, 219. — Les chefs d'une rébellion sont mis sous la surveillance de la haute police, pour quel temps, 221.

Recélé d'enfant. Voyez *Enfant*.

Recéleurs. Quels recéleurs sont punis comme les complices, 62. — Exceptions, 63.

Recéleurs de criminels. Peines qu'ils encourent, 248. — Exceptions, *ibid.*

Récidive (Peines de la) pour crimes et délits, 56, 57 et 58. — Peines de la récidive pour contraventions, voyez *Contravention*. — Quand y a-t-il récidive pour contravention, 482a

Réclusion (La) est peine infamante, 7. — En quoi elle consiste, 21. — Sa durée, *ibid.* — De quel jour se compte sa durée, 23. — De l'exercice de quels droits est privé à jamais le condamné à la réclusion, 28. — Quelle proposition d'attentat entraîne la réclusion, 90.

Récoltes. Peines contre ceux qui les dévastent, 444.

Refus de service dû légalement. Comment sont punis les commandans, officiers et sous-officiers de la force publique qui en sont coupables, 234.

Règlemens. (Violation des) Voyez *Manufactures*. — Les règlemens actuellement en vigueur doivent être observés et exécutés en tout ce qui n'a pas été réglé par le présent Code, 484.

Renvoi sous la surveillance de la haute police (Le) est une peine commune aux matières criminelle et correctionnelle, 11. — Effet de ce renvoi, 44. — Effet de la désobéissance à l'ordre d'éloignement ou de résidence déterminés par le Gouvernement, 45. — Quelles personnes sont de plein droit sous la surveillance de la haute police, 47, 48 et 49. — Celles qui n'y sont que par disposition spéciale de la loi, 50. Voyez *Caution de bonne conduite*.

Restitutions. La condamnation aux peines ne leur préjudicie pas, 10. — A quoi est condamné le coupable lorsqu'il y a lieu à restitution, 51. — L'exécution des condamnations aux restitutions peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps, 52. — En

cas de concurrence elles obtiennent la préférence sur l'amende et la confiscation, 54.

Retraite. Ceux qui la donnent aux brigands sont réputés leurs complices et punis comme tels, 61. — Comment sont punis ceux qui la donnent aux bandes de malfaiteurs, 268.

Réunion (Quelle) est réputée armée, 214.

Réunions. Voyez *Associations.*

Révélation. Y sont tenus tous ceux qui ont connaissance de complots ou de crimes contre la sûreté de l'Etat. — Peines contre ceux qui ne les révèlent pas, 103, 104, 105 et 106. — Exceptions, 107. — Exemptions contre ceux des coupables qui les auront révélés, et modification à leur égard, 108. — Peines pour non révélation de fabrique ou de dépôt de fausse monnaie d'or, d'argent, de billon ou de cuivre, 136. — Exceptions, et pour qui, 137. — Exceptions en faveur des coupables en cas de révélation, et en quel temps doit être faite la révélation, 138.

Rouliers, (Peines contre les), charretiers, conducteurs de voitures et bêtes de charges qui ne se tiennent pas à portée de leurs chevaux ou voitures, n'occupent pas un seul côté des rues, chemins ou voies publiques, et ne se détournent ou rangent pas devant toutes autres voitures, et ne leur laissent pas la moitié du chemin, 475, 476 et 478.

S.

Sages-femmes. Peines contre celles qui ne déclarent pas l'accouchement , 346 et note. —
Contre celles qui révèlent les secrets qui leur ont été confiés , 378.

Sceaux de l'Etat (Peines pour contrefaçon et usage des) contrefaits , 139.

Sceaux des autorités , (Peines pour contrefaçon des) 142.

Scrutins. Peines contre ceux qui dans un scrutin sont surpris falsifiant les billets contenant les suffrages , en soustrayant , y en ajoutant , ou inscrivant des noms autres que ceux déclarés , 111 et 112.

Secours. Peines contre ceux qui le refusent en cas d'accidens , tumultes , naufrages , inondations , incendies , brigandages , pillages , flagrant délit , clameur publique , ou d'exécutions judiciaires , 475 , 476 et 478.

Secrets. Peines contre les dépositaires de secrets qui les révèlent , 378.

Sédition. Voyez *Ministres de Cultes*.

Sénateurs. Autorisations nécessaires pour les poursuivre , et sous quelles peines , 121 et note.

Septuagénaires. Voyez *Vieillards de soixante-dix ans*.

Sépultures. Voyez *Tombeaux*.

Séquestration de personnes. Quelles peines elles font encourir aux coupables et aux complices , 341 à 344.

Serment. Voyez *Fonctionnaires.*

Serment. (Faux) Voyez *Faux serment.*

Serrurier. Voyez *Clefs.*

Serviteurs à gages. Voyez *Vol.* — Comment sont punis leurs vols, 386.

Solidarité (La) a lieu entre tous les condamnés pour un même crime, et pour quels objets, 55.

Songes. Peines contre ceux qui font métier de les deviner ou de les expliquer, 479, 480 et 482. — Leurs instrumens, ustensiles et costumes sont saisis et confisqués, 481.

Sous-officiers de gendarmerie. Voyez *Gendarmerie.*

Sous-officiers de la force publique. Voyez *Refus de service dû légalement.*

Sous-préfets. Comment sont punis ceux qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 130. — Dans les fonctions judiciaires, 131. Voyez *Fonctionnaires.*

Soustractions (Les) commises par des maris, par des femmes, par des veuves ou veufs, par des enfans et descendans, par des pères et mères et autres ascendans, par des alliés aux mêmes degrés, ne peuvent donner lieu qu'à des réparations civiles, 380.

Soustractions commises par les dépositaires publics, (De quelles peines sont punies les) 169, 170, 171, 172 et 173.

Spectacles. Voyez *Auteurs dramatiques.*

Statues. Comment sont punis ceux qui dégradent

ou détruisent celles destinées à l'utilité ou à la décoration publique, 257.

Stilets. Peines contre ceux qui en fabriquent ou en vendent, 314 et suiv. — Contre ceux qui en sont porteurs, *ibid.*

Subornation de témoins. Peines contre celui qui s'en rend coupable, 365.

Substitution d'enfant. Voyez *Enfant.*

Substituts. De quoi se rendent coupables et comment sont punis ceux qui s'immiscent dans l'exercice du pouvoir législatif, 127. — Dans les fonctions administratives, *ibid.*

Successibilité au trône, (Comment est puni le crime tendant à changer l'ordre de) 87.

Suffrages. Peines contre ceux qui en achètent ou en vendent, 113.

Suppliciés. Quand et sous quelle charge leurs corps sont délivrés à leur famille, 14.

Supposition d'enfant. Voyez *Enfant.*

Suppression d'enfant. Voyez *Enfant.*

Suppression de lettres confiées à la poste. Voy. *Lettres.*

Sûreté de l'Etat. Voyez *Crimes contre la sûreté de l'Etat.*

Surveillance. Voyez *Renvoi sous la surveillance de la haute police.*

T.

Témoignage. Voyez *Faux témoignage*.

Témoin. Quel condamné ne peut l'être, 28.

— Peine contre celui qui concourt comme témoin à faire délivrer un passeport sous un nom supposé, 154. — Peine contre le témoin qui ne comparait pas et allègue une excuse reconnue fautive, 236.

Témoin faux. Voyez *Faux témoignage*.

Tentative de crime (Quelle) est considérée comme le crime même, 2.

Tentative de délit (Quand la) est considérée comme délit, 3.

Tenue des actes de l'état civil. Voyez *Actes de l'état civil* et *Officiers de l'état civil*.

Terrain d'autrui préparé ou ensemencé. Peine contre ceux qui y passent sans en être locataires, fermiers, usufruitiers, jouissant d'un droit de passage, 471, 473 et 474; et contre ceux qui y laissent passer leurs bestiaux ou bêtes de trait, de charge ou de monture, *ibid.* — Lorsque le terrain est chargé de grain en tuyaux, de raisins ou autres fruits mûrs, 475, 476 et 478.

Titre des matières d'or et d'argent, (Peine contre celui qui trompe l'acheteur sur le) 423.

Tombeaux. Peines contre ceux qui violent les tombeaux ou sépultures, 360.

Travaux forcés. A quoi sont employés les hommes qui y sont condamnés, 15. — Les femmes et les filles, 16.

Travaux forcés à perpétuité (Les) sont peine infamante, 7. — La condamnation à ces travaux emporte mort civile, 18. — Quelle flétrissure elle emporte, 20. — Les septuagénaires ne peuvent y être condamnés, et comment cette peine est remplacée à leur égard, 70, 71 et 72.

Travaux forcés à temps (Les) sont peine infamante, 7. — De quelle durée peut être la condamnation aux travaux forcés à temps, 19. — Quelle flétrissure elle emporte, 20. — De quel jour se compte la durée de la peine des travaux forcés à temps, 23. — De l'exercice de quels droits est privé à jamais le condamné aux travaux forcés à temps, 28. — Les septuagénaires n'y peuvent être condamnés, et comment cette peine est remplacée pour eux, 70, 71 et 72.

Tribunaux jugeant correctionnellement. De l'exercice de quels droits ils peuvent prononcer l'interdiction, 42. — Quand ils peuvent la prononcer, 43. — Faculté qui leur est donnée de réduire l'emprisonnement au-dessous de six jours, et l'amende au-dessous de seize francs, quand le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, 463.

Tromblans. Peines contre ceux qui en fabriquent ou en vendent, 304 et suiv. — Contre ceux qui en sont porteurs, *ibid.*

Troupes. (Levée criminelle de) Comment elle est punie, 92.

Tutelle. Quel condamné en est incapable, 28.

U.

Usines, (Peines pour défaut d'entretien et de réparation des) 471, 473 et 474.

Usurpation de titres ou fonctions. Comment elle est punie, 258 et 259. Voyez *Fonctions publiques*.

V.

Vagabondage. Voyez *Vagabonds*.

Vagabonds. Quels ils sont, et comment ils sont punis pour le seul fait de vagabondage, qui est un délit, 269, 270 et 271. — Où peuvent être conduits les vagabonds étrangers, 272. — Ceux nés en France, 273. — Ils sont mis à la disposition du Gouvernement; dans quel temps et pour quel temps, 271 et 282. Voyez *Mendiants*. — Tout mendiant ou vagabond qui commet un crime emportant la peine des travaux forcés à temps est en outre marqué, 280. — On leur inflige le *maximum* des peines établies contre les porteurs de faux certificats, de faux passeports ou de fausses feuilles de route, quand ils sont reconnus tels, 281.

Vendanges. Voyez *Bans de vendanges*.

Vendeurs. Voyez *Ecrits*.

Veuf ou Veuve. Voyez *Soustractions*.

Viellards de soixante-dix ans (Les) ne peuvent être condamnés à la déportation, aux travaux forcés à perpétuité, ni aux travaux forcés à temps, et comment ces peines sont remplacées pour eux, 70, 71 et 72.

Viol. Comment est puni le viol et tout autre attentat à la pudeur, commis avec violence contre des individus de l'un et de l'autre sexe, 331. — Sur un enfant au-dessous de quinze ans, 332. — S'il est commis par coupables ayant autorité sur la personne victime de l'attentat, comme instituteurs, serviteurs à gages, fonctionnaires publics ou ministres d'un culte, ou si le coupable est aidé par une ou plusieurs personnes, 333.

Violation de tombeaux. Voyez *Tombeaux*.

Violences exercées sans motif légitime, (Comment sont punies les) 186 et 198. Voyez *Outrages et Violences*.

Voie publique. Peines contre ceux qui l'embarassent, 471, 473 et 474.

Voirie. Voyez *Petite Voirie*.

Voituriers. Comment est puni le vol des choses qui leur sont confiées, 386 et 387.

Vol. Sa définition, 379. — Soustractions qui ne sont pas poursuivies comme vols ; entre quelles personnes, 380. — Et quelles autres soustractions sont punies comme vols, *ibid.* — Quels vols sont punis de la peine de mort, 381. — Ceux punis des travaux forcés à perpétuité, 382 et 383. — Ceux punis des travaux forcés à temps, 384 et 385. — Ceux punis de la réclusion, 386 à 398. — Ceux punis de l'emprisonnement, 401.